

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 195
du 5 SEPT. au 19 SEPT. 73



TENUE VICTORIEUSE

DU 10^{ème} CONGRÈS DU P. C. C.

Du 24 au 28 août dernier, s'est tenu à Pékin le X^e Congrès du Parti communiste chinois. C'est avec une joie immense et un grand enthousiasme que les communistes marxistes-léninistes de France ont appris la tenue de ce congrès. Le Congrès a réaffirmé la ligne du LX^e Congrès (réuni le 1^{er} avril 1969) et a sanctionné la défaite totale de la clique antiparti de Lin Piao. Les ennemis du socialisme qui voulaient prendre la puissante citadelle chinoise de l'intérieur en sont pour leurs frais : la Chine restera rouge ! C'est un grand encouragement pour les révolutionnaires et les peuples du monde entier.

Dans nos prochains numéros, nous aurons l'occasion de présenter et de commenter les documents du Congrès, et notamment l'important rapport politique présenté par le camarade Chou En-lai, dans lequel sont analysés en détail la situation internationale et la défaite et l'écrasement de la clique antiparti de Lin Piao. Ce que bourgeois et révisionnistes ont appelé « l'affaire Lin Piao » est ici présentée sous son vrai jour : il s'agit de la dixième grande lutte entre les deux lignes au sein du P.C.C. Le camarade Chou En-lai a rappelé que ce genre de lutte « se produira encore dix fois, vingt fois, trente fois », parce qu'elle est le reflet, dans le Parti, des contradictions de classes apparaissant dans la société, et qui subsistent dans la société socialiste. Aujourd'hui, le Parti communiste chinois dresse un bilan de cette lutte acharnée qui a vu la victoire totale de la ligne révolutionnaire du président Mao : les documents du Congrès nous permettront de mieux saisir l'essence de la lutte entre deux lignes au sein d'un parti communiste, de mieux comprendre la lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat en Chine. Nous publions cette semaine des extraits du communiqué publié par « Chine Nouvelle ».

Le dixième congrès du Parti communiste chinois a tenu solennellement ses assises à Pékin du 24 au 28 août. Il a été un congrès de l'unité, un congrès de la victoire, un congrès empreint de dynamisme.

Le camarade Mao Tsé-toung, grand dirigeant de notre parti, a présidé ce congrès.

L'ordre du jour du congrès a été le suivant :

1) Présentation du rapport politique par le camarade Chou En-lai, au nom du comité central du Parti communiste chinois ;

2) Présentation au congrès du rapport sur la modification des statuts du parti et des « projets de statuts du Parti communiste chinois », par le camarade Wang Hong-wen, au nom du comité central du Parti communiste chinois ;

3) Election du dixième comité central du Parti communiste chinois.

Le dixième congrès du Parti communiste chinois s'est tenu à un moment où la clique antiparti de Lin Piao a été écrasée, où la ligne du neuvième congrès du parti a été couronnée de grandes victoires et où une situation excellente règne tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Le comité central du Parti communiste chinois et tous les camarades du parti ont fait tous les préparatifs requis pour la tenue de ce congrès d'une importance historique. Les mille deux cent quarante-neuf délégués ont été élus après recours à une large pratique de la démocratie, qui a permis de mener des délibérations et consultations de façon répétée à propos des candidats, et de recueillir les opinions des masses, au sein comme en dehors du parti, dans les régions ou unités auxquelles ils appartiennent. Avant l'ouverture officielle du congrès, les délégués ont discuté avec sérieux des ébauches ou projets des différents documents du congrès. Le peuple de tout le pays, plein d'enthousiasme, a accueilli la convocation du dixième congrès par d'innombrables actions concrètes.

Le jour de l'ouverture officielle du congrès, les délégués, venus des quatre coins de notre grande patrie socialiste sont entrés dans la salle du congrès empreinte de solennité en passant par un hall où sont accrochés au mur de grands portraits de Marx, Engels, Lénine et Staline. Parmi eux se trouvent des ouvriers industriels, des paysans pauvres et moyens pauvres, des commandants, combattants de l'armée populaire de libération venus des régions frontalières de la

patrie, où ils assurent une garde vigilante aux avant-postes de la défense nationale, ainsi que des cadres révolutionnaires, des intellectuels révolutionnaires et d'autres travailleurs. Les ouvriers, paysans et soldats constituent 67 % du nombre total des délégués, les femmes plus de 20 %, et les délégués des nationalités sœurs, autres que la nationalité han, y représentent également un certain pourcentage.

Les délégués de la province de Taiwan, territoire sacré de notre patrie, qui attend d'être libérée, délégués élus par les membres du parti originaires de Taiwan installés dans diverses régions du pays, ont participé pour la première fois à un congrès du parti.

Mandatés par les vingt-huit millions de membres du parti de tout le pays et messagers des aspirations de centaines de millions d'hommes de nos diverses nationalités, les délégués ont travaillé aux côtés de notre grand dirigeant, le président Mao, dans une ambiance d'unité, de dynamisme, de sérieux et d'entrain.

Après des discussions sérieuses et animées, le congrès a approuvé à l'unanimité, le 28 août, le rapport politique présenté par le camarade Chou En-lai et le rapport sur la modification des statuts du parti présenté par le camarade Wang Hong-wen, ainsi que les statuts du Parti communiste chinois. Les délégués, pleins de joie, ont déclaré que ces documents, qui se guident sur le marxisme, le léninisme, la pensée-maotséoung, ont analysé la situation excellente tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, consacré pleinement les grandes victoires remportées sur les divers fronts à la lumière de la ligne du neuvième congrès, dressé le bilan de l'expérience fondamentale acquise dans la ligne entre les deux lignes, et notamment dans la lutte qui a écrasé la clique antiparti de Lin Piao, et défini plus explicitement encore l'orientation à suivre et les tâches à accomplir dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Ces documents constituent un programme de combat pour tout le parti, toute l'armée et tout le peuple.

Le congrès a condamné avec indignation les crimes de la clique de Lin Piao. Tous les délégués ont exprimé leur ferme soutien à la résolution du comité central du Parti communiste chinois sur l'exclusion définitive de notre parti de Lin Piao, cet arriviste bourgeois, ce conspirateur, ce contre-révolutionnaire à



double face, ce renégat et traître, et sur l'exclusion définitive de notre parti de Chen Po-ta, membre principal de la clique antiparti de Lin Piao, anticommuniste du Kuomintang, trotskiste, renégat, agent secret et révisionniste, et sa destitution de toutes ses fonctions au sein comme en dehors du parti. Les délégués ont approuvé à l'unanimité le règlement des cas des autres principaux membres de la clique antiparti de Lin Piao, apporté par le Comité central du Parti communiste chinois, ainsi que toutes les mesures qu'il a prises à ce sujet.

Le dixième congrès du Parti communiste chinois appelle tout le parti, toute l'armée et tout le peuple à étudier consciencieusement et à matérialiser ses divers documents, à persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, à s'en tenir aux principes fondamentaux suivants : « Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues ; à s'unir pour remporter des victoires encore plus grandes. »

Le congrès a souligné que, à l'heure actuelle, nous devons continuer de placer au premier plan le mouvement de critique de Lin Piao et de rectification du style de travail. Nous devons pleinement tirer parti de ce professeur par l'exemple négatif qu'est la clique antiparti de Lin Piao pour entreprendre, dans tout le parti, dans toute l'armée et parmi le peuple de tout le pays, une éducation sous le rapport de la lutte de classes et de la lutte entre les deux lignes ; nous devons étudier le marxisme, le léninisme, la pensée-maotséoung et critiquer le révisionnisme, ainsi que la conception bourgeoise du monde. Nous devons continuer à assurer le bon déroulement de la lutte-critique-réforme au niveau de la superstructure, y compris les divers secteurs de la culture, redoubler d'efforts pour faire la révolution, promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre et accomplir mieux encore nos tâches dans tous les domaines. Nous devons, conformément à la ligne politique et aux nouveaux statuts du parti, adoptés par le dixième congrès, faire de notre parti un parti plus ferme et

plus dynamique encore, qui dirigera le peuple de toutes nos nationalités et unira toutes les forces susceptibles d'être unies de façon à consolider toujours davantage la dictature du prolétariat.

Le congrès a fait remarquer qu'à présent la situation internationale est caractérisée par de grands bouleversements de par le monde. Ces bouleversements sont un bien, et non un mal ; et ils continuent à évoluer à l'avantage des peuples des différents pays et au détriment de l'impérialisme, du révisionnisme moderne et de la réaction de partout. Il nous faut rester indéfectiblement fidèles à l'internationalisme prolétarien et à la politique conséquente du parti, nous unir plus étroitement avec le prolétariat, les peuples et nations opprimés du monde, avec tous les pays victimes de l'agression, de la subversion, de l'intervention, du contrôle et des vexations de l'impérialisme pour former le front uni le plus large contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme, en particulier contre l'hégémonie des deux superpuissances : les Etats-Unis et l'Union soviétique. Nous devons nous unir avec tous les partis et groupements marxistes-léninistes authentiques du monde pour mener jusqu'au bout la lutte contre le révisionnisme moderne. Le congrès appelle la classe ouvrière, les paysans pauvres et moyens-pauvres, les commandants et combattants de l'Armée populaire de libération, ainsi que le peuple de toutes nos nationalités à renforcer sans défaillance les préparatifs pour résister à une guerre d'agression, à se mettre en garde contre le déclenchement d'une guerre mondiale impérialiste, en particulier contre une attaque surprise de la part du social-impérialisme, afin d'anéantir résolument, radicalement, intégralement, totalement tout ennemi qui s'aviserait d'attaquer notre pays.

Vive le grand, glorieux et juste Parti communiste chinois !

Vive le dixième congrès du parti, congrès de l'unité et de la victoire !

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée-maotséoung !

Vive notre grand dirigeant, le président Mao ! Qu'il vive très longtemps !

Editorial :

La lutte des ouvrières et des ouvriers de Lip s'est désormais acquis le soutien et la sympathie de tous les travailleurs de France et de la classe ouvrière internationale. D'instinct, le prolétariat a senti que quelque chose de nouveau surgissait sur le champ de bataille où il affronte quotidiennement la bourgeoisie. Les réactions du gouvernement et du patronat montrent assez que, de ce côté-ci de la barricade, on a bien décelé le danger que représentaient, pour l'ensemble des capitalistes, la résistance tenace des ouvriers de Lip et les formes qu'elle adoptait.

Après le puissant mouvement gréviste de mai-juin 1968, et pour en prévenir tout retour, la bourgeoisie monopoliste, sous la houlette de Chaban-Delmas, a renforcé sa pratique de la « concertation » et de la « négociation » avec les syndicats. « Contrats » et « accords au sommet » ont fleuri, signés entre le patronat et les dirigeants des syndicats révisionnistes et réformistes, afin que soit préservée la « paix sociale ». Dans une relative tranquillité, les monopoles pouvaient espérer faire pression sur les salaires, intensifier le travail, licencier massivement pour restructurer l'économie afin d'empocher de plus gros profits. Chaban réclamait alors des « syndicats forts » et le C.N.P.F. se félicitait du « nouveau style des rapports sociaux ». Or voilà que d'un puissant et irrespectueux mouvement d'épaule, la classe ouvrière de Lip vient d'ébranler sérieusement l'édifice de la collaboration de classe. En fin de compte, depuis mai 1968, la classe ouvrière ne s'est jamais soumise à la politique de concertation pratiquée entre le gouvernement, le patronat et les dirigeants syndicaux. La lutte des « Lip » continue et amplifie les combats classe contre classe qui n'ont pas cessé depuis mai 1968, à Péraroya, au Joint français, chez Renault, à Biarritz-Shoes, à la Coframaille, etc.

Les travailleurs de Lip luttent pour le maintien de leur emploi et des avantages acquis. Or ces questions (notamment celle des « licenciements collectifs pour raisons économiques ») avaient été « réglées » dans un accord signé le 10 février 1969 entre le C.N.P.F., la C.G.T., la C.F.D.T. et d'autres syndicats. A cette époque, alors que Séguy parlait d'un « accord de progrès social », nous avions dénoncé cet accord qui permettait aux capitalistes de licencier en douceur lorsqu'ils voudraient rationaliser et restructurer leurs usines (voir « H.R. » du 1^{er} mai 1969). Les ouvriers de Lip ont refusé le « progrès social » selon Ceyrac et Séguy, qui se traduit par des centaines de licenciements et la déqualification.

Ils ont apporté une tout autre réponse au « problème de l'emploi », une réponse de classe, propre à renforcer de manière considérable la lutte du prolétariat de notre pays : refuser tout licenciement collectif, rejeter la « mobilité de l'emploi », occuper l'usine que veulent démembrer les monopoles, remettre en route la production pour tenir jusqu'au bout.

C'est la réponse que désormais, chaque fois que l'emploi sera menacé, les travailleurs devront donner, et qu'ils commencent à donner à la chocolaterie Cémoi de Grenoble, à l'usine Cerizay de Niort.

Ces méthodes de lutte, déjà préconisées avant la deuxième guerre mondiale par l'Internationale syndicale rouge, ont surpris les capitalistes. C'est qu'on ne les trouve ni dans les textes de la C.G.T., ni dans le Programme commun, ni dans « Changer de cap ». Tout cela prouve que, désormais, l'initiative appartient à la classe ouvrière, qui ne se laisse pas endormir par les « bons conseils » des dirigeants révisionnistes et réformistes.

Le C.N.P.F. l'a bien vu : à sa réunion du 11 septembre, Ceyrac a reconnu avec amertume que, contrairement à ses espoirs, la « mobilité de l'emploi » n'était pas entrée dans les mœurs de la classe ouvrière de France. Il a manifesté ses craintes de voir désormais les travailleurs s'opposer systématiquement aux fermetures d'usines et aux licenciements.

Pour s'opposer aux licenciements collectifs, les ouvriers de Lip n'ont pas hésité à rompre avec la légalité bourgeoise : c'est la seconde caractéristique de leur magnifique lutte. Ils se sont transformés en « voleurs de machines » et en « receleurs ». Ils ont attaqué le droit sacro-saint de la propriété privée, fondement du système capitaliste d'exploitation. C'est une expérience extrêmement positive pour l'avenir de la lutte écono-



mique et politique dans notre pays, une défaite sérieuse pour la bourgeoisie et pour les révisionnistes du P.C.F. qui prêchent le respect de la légalité bourgeoise, la soumission aux institutions et aux lois que la bourgeoisie s'est forgé pour défendre ses intérêts et exploiter le peuple travailleur.

« Méthodes intolérables », s'est écrié Ceyrac. Le « tolérable », pour les patrons exploités, ce sont les accords, les négociations stériles, les « face à face » mondains à la T.V. L'intolérable, c'est que les ouvriers de Lip s'inspirent du puissant mouvement de mai 1968 où des millions de travailleurs avaient déjà rompu avec la collaboration de classe et la légalité bourgeoise. Les idées de mai 1968 ne sont pas mortes : la classe ouvrière s'en est emparée à tout jamais, elles mûrissent lentement en son sein, pour ressurgir dans des formes de lutte toujours plus dure, plus consciente, plus organisée, en opposition plus ouverte avec la politique de conciliation des dirigeants révisionnistes du P.-C.-F. et de la C.G.T.

Là encore, la lutte des ouvriers de Lip ne reste pas isolée : les paysans du Larzac, les médecins en lutte pour l'avortement libre, les ouvriers de Péchiney, etc. n'ont pas hésité à transgresser les lois bourgeoises, montrant plus clairement qu'on ne peut vaincre en respectant des lois et des institutions que la bourgeoisie a forgées pour défendre ses intérêts.

Une autre caractéristique de la lutte de Lip est qu'elle est devenue maintenant une lutte politique. Les ouvriers de Lip doivent affronter le gouvernement lui-même, qui protège la propriété capitaliste en envoyant sa police brutie, déchaînée et alcoolique se livrer à un véritable terrorisme à Besançon. Représentant les intérêts de l'ensemble de la classe capitaliste, et cherchant à défendre jusqu'au bout sa politique « d'expansion industrielle », le gouvernement adopte une position claire : pas de véritables négociations, il faut démanteler, il faut licencier ! Les travailleurs doivent prendre conscience du caractère politique de la lutte, le proclamer hautement et dénoncer l'hypocrisie d'un Séguy qui, dans sa lettre du 28 août aux syndiqués C.G.T., veut limiter le combat de Lip au domaine « strictement revendicatif », mettant en garde contre « les exploitations partisans » de la lutte « à des fins politiques étrangères à vos revendications ». Séguy veut-il parler de son parti qui ressort à tout moment le Programme commun à propos de l'« affaire Lip » ?

Au fond, Séguy craint que les travailleurs, dans leur lutte, élèvent leur niveau politique et prennent conscience de la politique de collaboration de classe prônée et pratiquée par sa centrale, de la politique de soumission à la légalité bourgeoise prônée et pratiquée par son parti.

Les événements, la vie même prouvent la justesse de la ligne et des propositions des marxistes-léninistes : lutter classe contre classe, briser la légalité bourgeoise, développer la solidarité active de toute la classe, se préparer aux attaques fascistes d'un régime prêt à tout pour sauvegarder ses intérêts.

Nous avons beaucoup à apprendre auprès des ouvriers de Lip. Nos camarades doivent exalter l'exemple de leur lutte, transformer la sympathie dont elle jouit en solidarité active, par la grève, expliquer les caractéristiques de leur combat afin de développer la conscience de classe des travailleurs, les préparer aux assauts violents de la bourgeoisie et aux manœuvres des dirigeants révisionnistes et réformistes, convaincre le maximum de travailleurs de développer le combat dans le sens d'une lutte de classe contre le régime fascisant et le système capitaliste dans son ensemble.

La lutte des ouvriers de Lip fait déjà partie de la riche expérience du mouvement ouvrier de notre pays : elle annonce déjà l'avenir radieux que connaîtra, tôt ou tard, notre peuple travailleur !

L'exemple de LIP déteint

Les ouvrières de l'usine de confection Sèvres-Vendée à Cerizay dans les Deux-Sèvres ont décidé le 28 août de poursuivre leur action en employant de nouvelles formes de lutte, suivant ainsi l'exemple de leurs camarades de Lip à Besançon.

C'est donc, le 12 juillet que la grève a éclaté à l'usine de Confection Sèvres-Vendée à la suite de revendications non satisfaites et de la mise à pied d'une déléguée du personnel de la C.F.D.T. Les ouvrières menèrent le combat, puis ce furent les congés payés annuels.

Et le 28 août l'exploiteur Cousseau décidait de maintenir la déléguée du personnel en mise à pied. Les ouvrières (une centaine) maintenaient elles aussi leur mot d'ordre de grève, de continuer le combat.

Des contacts furent établis avec les paysans et les ouvrières décidaient la fabrication de chemisiers sur proposition de la C.F.D.T., jusqu'à la réintégration de la déléguée syndicale. Les grévistes ont expliqué : « Nous n'avons pas besoin pour cela d'un matériel important. Des amis sont d'accord pour nous prêter des machines à coudre, des paysans pour nous prêter des locaux. Nous achèterons nous-mêmes les matériaux nécessaires : tissu, fil, boutons, et, avec l'aide de la solidarité syndicale, nous échangerons nos produits fabriqués avec toutes les personnes qui voudront bien se solidariser avec notre mouvement. Nous avons trouvé là un moyen d'être actives. C'est pour nous, également, une occasion exceptionnelle de démontrer que nous pouvons travailler nous-mêmes sans encadrement militaire et sans chronométrage. »

Domène (Isère)

110 grévistes occupent l'usine

Depuis le 25 juin les cent dix ouvriers, en majorité travailleurs immigrés, débrayent quotidiennement pour une augmentation uniforme de 0,65 F de l'heure.

Les ouvriers de la Société dauphinoise d'Etrilage des Métaux Experton à Domène dans l'Isère ont décidé au cours d'une assemblée générale tenue le 29 août de passer à une étape supérieure en décidant la grève illimitée avec occupation.

Les cadres ont quitté leurs bureaux.

Bien dit, Séguy

« ... Nous ne saurions trop vous mettre en garde contre certaines tentatives qui visent à théoriser à propos de l'« affaire Lip » pour le compte d'idées ou de stratégies partisans. » C'est ce que déclare Séguy dans sa lettre aux syndiqués C.G.T. de Lip.

Et pourtant on peut lire dans le numéro du 21 août de « France Nouvelle », hebdomadaire du P. « C. » F. : « Ce n'est pas parler d'autre chose » que de parler du Programme commun à propos du conflit Lip » ou encore : « La vraie question, la question fondamentale : c'est celle du Programme commun et ce n'est pas « la Gauche » qui le pose, ce sont les faits, ce sont les travailleurs. »

Sans doute le « Programme commun » n'est-il pas une « stratégie partisane » ?

LARZAC : MANIFESTATION DE L'UNITÉ POPULAIRE



Du 24 au 26 août, il s'est passé au Larzac quelque chose de très important. Pour bien le comprendre, il faut faire un saut en arrière.

Tout a commencé il y a 3 ans déjà. Au Larzac, la rumeur courrait insidieuse persistante : on allait étendre le camp militaire.

Mais cette extension pour quoi faire ? Portant sur combien d'hectares ? Apportant combien d'emplois ? Là-dessus le mystère demeurait épais malgré les paroles rassurantes abondamment répandues. Par exemple, Fanton, secrétaire d'Etat à la Défense Nationale (oct. 70) : « l'extension du camp favorisera la création de 2 000 emplois... »

D'abord s'unir pour lutter...

D'abord observateurs, petit à petit les paysans ont compris qu'ils étaient directement menacés, qu'il s'agissait, ni plus ni moins, de les déloger de la terre qui les faisait vivre, eux et leur famille, contre une poignée d'argent. Alors, ils ont commencé à se rencontrer, à s'organiser, à lutter.

Ensemble, ils ont fait leur propre enquête. Au camp militaire de Canjuers (35 000 ha) dans le Var, notamment. Ils sont revenus édifiés : 10 emplois créés, les belles promesses envolées, pays dévasté, agriculteurs spoliés et volés, à qui il restait seulement le regret de n'avoir pas frappé assez fort dès le début.

Alors les 103 paysans du Larzac, menacés d'expulsion en ont tiré la leçon : une seule voie, la lutte.

En mars 1972, ils prennent position publiquement, ensemble pour la première fois, en remettant à la presse ce texte de « non-départ » :

« ... Nous confirmons notre opposition au projet d'extension et, sûrs de notre bon droit, nous prenons solidairement l'engagement de repousser toute tentative de séduction ou d'intimidation... » Car, comme le déclarait fièrement l'un d'entre eux : « On ne peut pas tout acheter avec de l'argent, un homme ce n'est pas à vendre ! »

...et savoir unir autour de soi

Lutter, oui. Mais pas tout seuls. Les paysans lancent l'opération « fermes ouvertes » pour que chacun puisse se rendre compte en visitant les fermes du dynamisme et des richesses du Larzac.

Et ils seront des milliers à répondre à cet appel.

En avril 72, 2 000 jeunes campent 3 jours sur le plateau, donnant à la lutte du Larzac une dimension nationale. C'est à cette époque aussi, la première manifestation de solidarité ouvriers-paysans à Millau, lors de la grève de la SAMEX. Les agriculteurs fournissent gratuitement les grévistes, manifestent au coude à coude avec eux dans les rues de Millau.

L'été 72 se révèle un temps fort de l'unité qui se bâtit autour des 103 du Larzac. Des ouvrières de la SAMEX consacrent une partie de leurs congés à tenir une exposition sur le Larzac. Des équipes d'ouvriers de Millau et des paysans du plateau font de l'information dans les campings de la région qui leur réservent un excellent accueil. Discussions, explications, échanges entre ouvriers, petits paysans, lycéens, étudiants, petits commerçants, se développent.

En avril 73 l'arrêté d'extension du camp est pris après une enquête à la sauvette. La réplique est immédiate. Le Larzac est devenu une affaire d'ampleur nationale et l'accueil populaire à la longue colonne des 26 tracteurs en route pour Paris est enthousiaste et chaleureux tout au long du parcours. A tel point que le pouvoir s'en effraye, et à Orléans les CRS sont là. Mais s'ils arrêtent partiellement la marche, ils ne peuvent empêcher la lutte et le processus d'unité entamé.

« Jamais plus les paysans ne seront des versaillais »

Peu de temps après, les lycéens sont dans la rue. Dans un communiqué de presse, les petits paysans du Larzac leur affirment leur solidarité contre l'armée du capital.

Les grèves se développent à Lip, Pèchiney-Noguère. D'elles aussi les petits paysans du Larzac se sentent solidaires. Et l'idée germe d'une grande manifestation unitaire sur ce plateau du Larzac devenu un symbole de la résistance à l'avidité capitaliste.

Et l'idée est devenue une réalité plus formidable encore qu'on avait pu l'imaginer : plus de 80 000 personnes, ouvriers, paysans, petits commerçants, étudiants, au coude à coude, expri-

de l'emploi, le respect de l'homme, le non-démantèlement, le non-licenciement. Eux, ils veulent faire vivre leurs 103 familles. Ils se trouvent très bien sur le plateau, ils peuvent y vivre normalement et veulent y rester. Chez nous, à Lip, c'est pareil : on demande du boulot et puis c'est tout.

La veille de l'intervention des flics dans l'usine, deux paysans sont venus à Besançon et ont reçu un accueil formidable. Le fait que ce soient des paysans a beaucoup frappé les Lip... plus peut-être qu'une délégation ouvrière.

Le jour où l'usine de Palente a été investie par les gendarmes mobiles, ils se sont réunis, et à deux heures de l'après-midi, ils parlaient sur les rou-



tes à vingt tracteurs distribuer un tract de soutien. Quand on a appris ça à Besançon, les réactions ont été formidables. Et la réponse, c'est deux cents gars ici aujourd'hui... »

La rencontre du Larzac ça a été d'abord la rencontre de la classe ouvrière et des petits paysans en lutte et du peuple soudé derrière eux. C'est ce qu'un leader du groupe des « paysans-travailleurs », organisateurs du rassemblement, expliquait ainsi dès le début :

« Quelque chose de capital est en train de se produire dans ce pays. Nous assistons à un mariage ; le mariage des ouvriers et des paysans, le mariage de Lip et du Larzac. Jamais plus les paysans ne seront des Versaillais, jamais plus les paysans ne s'opposeront à ceux qui veulent changer la société ». Et les 200 ouvriers de Lip ceux de Pèchiney, de Romans, de Millau, manifestaient par leur présence qu'ils l'avaient bien compris.

Lip-Larzac même combat !

Un jeune ouvrier de Lip l'explique en ces termes (1) :

« Si nous sommes ici, en compagnie des paysans, des ouvriers de Pèchiney, de Romans, de tous ces jeunes, c'est parce qu'il y a quelque chose qui ne va plus dans le système. Ce rassemblement, c'est le plus beau coup de pied au cul de l'été au gouvernement.

La présence de plus de deux cents ouvriers et ouvrières de Lip s'explique pour plusieurs raisons : d'abord, les paysans nous ont aidés dès le début de notre lutte. Il y a quelque temps, ils nous ont envoyé pour cent mille balles de Roquesfort. Puis, on est venu les voir au Larzac. Ils nous ont appris des formes de lutte qu'on ignorait.

La lutte du Larzac et celle de Lip sont les mêmes : c'est pour la garantie

La légalité bafouée

Un autre point essentiel les rassemble : les 103 du Larzac comme les 1 200 de Lip ont compris que pour porter des coups à la bourgeoisie, il fallait renoncer à respecter la légalité qu'elle s'est fabriquée pour se protéger. A l'exemple de ceux qui fabriquent les montres et se paient du fruit de leur travail, les paysans du Larzac ne cessent de défier tranquillement le gouvernement et ses « forces du désordre ». Manifestations et meetings tenus malgré les interdictions, déversement de tonnes de cailloux devant la demeure du maire réactionnaire de La Cavalerie qui soutient le projet d'extension, lâcher de moutons sur les pelouses du champ de Mars, marche des tracteurs, saisie, photocopie et divulgation du rapport confidentiel de l'envoyé gouvernemental sur place, autant d'actes qui bafouent la légalité du capital et font progresser la lutte à grands pas.

Jusqu'à cette démarche symbolique des 80 000 participants du rassemblement au lieu de la Bergerie de la Blaquière — construite dans le périmètre interdit, sans permis de construire — pour y déposer la pendule offerte par les ouvriers de Lip... dans la plus parfaite illégalité bourgeoise !

Et chacun s'est séparé en promettant de revenir — plus nombreux — si le gouvernement osait mettre ses menaces à exécution. Gageons qu'il y réfléchira à 2 fois avant d'essayer !

(1) Pol. Hebdo n° 92.

LARZAC
25 et 26 août

TEMOIGNAGE

La télé et les radios en seront pour leurs frais ; elles avaient annoncé un « festival » pop. C'EST UNE GRANDE MANIFESTATION DE L'UNITÉ POPULAIRE qui a occupé le Larzac, les 25 et 26 août derniers. Pour nous qui avons participé aux débats et aux forums, nous avons beaucoup appris.

1) Les 25 et 26 août sont l'aboutissement d'une résistance opiniâtre des paysans contre l'expropriation de leurs terres par l'armée. Les petits paysans du Sud-Aveyron, souvent contraints de quitter leur terre, ont brisé leur isolement et se sont unis au cours de ces trois dernières années de lutte. Ils ont peu à peu acquis le soutien des ouvriers de Millau et de toute la région. Ceux de Larzac veulent « vivre au pays » ; ils le disent avec force et sont déterminés à lutter ; ils ont entrepris la construction d'une bergerie sur les terres expropriées pour prouver leur volonté offensive !

2) « Ouvriers, paysans tous unis, nous garderons le Larzac ». C'était le mot d'ordre de la banderole au podium central ; et ce fut le grand thème de tous les débats. Ce n'était pas une formule creuse : des délégations ouvrières sont venues de toute la France. De Noguères, de Romans, des coins où les ouvriers combattent. De Lip bien sûr : 200 ouvriers de Lip présents et actifs... La radio a parlé de « vacances et de détente pour eux ! »... pour masquer son dépit. L'unité Lip-Larzac s'est bien réalisée ; une pendule-cadeau symbolique des ouvriers de Besançon ira décorer la bergerie « illégale » des paysans du Larzac !

3) Les « paysans-travailleurs » organisateurs de la manifestation ont expliqué au cours des débats, que, au cours des luttes récentes, guerre du lait, lutte des paysans du Lot-et-Garonne, nombreux sont ceux qui refusent de se considérer comme des « chefs d'entreprise ». « Nous sommes des prolétaires » disent-ils. Et l'un des orateurs, Bernard Lambert a fermement indiqué la nécessité de se mettre sous la direction de la classe ouvrière : « Nous ne serons plus des Versaillais » a-t-il dit en montrant la voie à suivre. Ouvriers, paysans, tous unis, nous vaincrons !

Deux camarades.

AFFICHEZ
H. R.

Non au chômage produit du Capital

« Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante, oppose une certaine digue à l'accroissement de la misère. Mais, ce qui grandit certainement, c'est l'incertitude de l'existence. » Fr. Engels, « Critique du Programme d'Erfurt », p. 96, Ed. Sociales.

La situation actuelle en France et plus particulièrement les événements récents (licenciements massifs à Lip, Jourdan, Salamander, etc.), confirment que le développement de la société capitaliste, loin d'apporter l'abondance, ne fait qu'accroître la précarité de l'existence des travailleurs.

I. — CAPITALISME = CHOMAGE

Depuis quelques années, le phénomène des licenciements massifs et des diminutions d'emploi s'amplifie sans cesse dans certaines régions où le chômage touche des milliers de travailleurs.

— Fin des années 60, la concentration de l'industrie sidérurgique française en deux grands groupes, Usinor et De Wendel-Sidelor, a provoqué une diminution de 20 000 emplois. Quelques années plus tard (1971), De Wendel-Sidelor annonce la suppression de 12 500 emplois.

— A Port-de-Bouc, La Seyne, St-Nazaire, les Chantiers Navals ont licencié des centaines d'ouvriers.

— La fermeture des mines de fer de Lorraine, des forges de Hennebont, des Houillères du Nord a jeté sur le pavé des milliers de travailleurs.

— La prise en main de l'industrie textile du Nord par Agache-Willot et Prouvost a provoqué une baisse annuelle des effectifs de 3% : de 1954 à 1969, 20 000 emplois ont été supprimés ; en 1970, il y a eu 7 000 licenciements.

— Dans l'industrie de la chaussure, les licenciements se succèdent : en 1971, Servas, en Alsace licencie 150 ouvriers, 84 licenciements à Jourdan et 350 à Salamander sont prévus.

— Dans les vallées vosgiennes, les fermetures se succèdent : les établissements Blech (175 ouvriers) Tricot-France, Dako (une centaine d'ouvriers) Controls-France (150 ouvriers), Jeudy, Servas, etc.

— A la S.N.C.F., il y avait 315 000 agents en 1968, il n'en reste plus que 288 000 en 1972.

— A la R.A.T.P., le VI^e plan a prévu la suppression de 5 500 emplois.

— Des licenciements sont prévus à la S.N.I.A.S.

— A Fos-sur-Mer, des milliers de licenciements vont avoir lieu.

II. — L'INSECURITE DE L'EXISTENCE

Les frais de la crise, ce ne sont pas les capitalistes qui les supportent, mais ce sont des milliers de prolétaires qui sont jetés à la rue sans façon pour grossir sans cesse les rangs des chômeurs ou pour se faire exploiter à l'autre bout du pays. Pour eux, les travailleurs, la concentration du capital, l'« expansion industrielle » :

— c'est d'abord les licenciements brutaux et massifs.

Dès que les profits des capitalistes sont menacés, ils licencient, avec préavis court ou sans préavis, sans respecter même leurs propres lois : à l'usine de chaussures Servas, le patron a licencié une centaine d'ouvriers et démenagé les machines d'un jour à l'autre.

Les suppressions d'emplois deviennent de plus en plus massives : de 1962 à 1969, les effectifs des Houillères du Nord ont baissé de 33%, à la même époque, toujours dans le Nord, 46 000 emplois industriels et 25 000 emplois agricoles ont été supprimés (chiffres officiels).

— C'est ensuite, le chômage qui dure de plus en plus longtemps.

Officiellement, la France compte actuellement environ 500 000 chômeurs. Pour eux, cela signifie misère (ils touchent 35% de leur salaire), peur

du lendemain, recherche désespérée d'un travail.

— C'est la déqualification.

Très souvent, il est impossible de retrouver un travail correspondant à sa qualification. Il faut aussi accepter des salaires plus bas. Certains O.S. de Lip, par exemple, pourraient avoir du travail chez Kelton, mais avec un salaire inférieur de 30%.

— C'est l'émigration massive, ce que les patrons appellent la « mobilité de l'emploi ».

Les ouvriers sont obligés de se déplacer massivement d'un bout du pays à l'autre pour retrouver du travail : les Bretons vers Paris, les ouvriers des houillères du Nord vers Dunkerque ou Paris, ceux de Lorraine vers Fos...

Où alors, il faut qu'ils se rendent d'un pays à l'autre : en Alsace, le nombre de frontaliers est passé de 23 800 à 28 500 de 1972 à 1973.

Pour les ouvriers, cela signifie perte du logement ou alors trajet de plus en plus long, rupture avec les relations, frais supplémentaires.

— Ce sont enfin, les conditions même de travail qui empirent.

Misère, chômage, déqualification, émigration sont des maux secrétés par le système capitaliste. Plus le capitalisme se développe, plus l'insécurité de l'existence des ouvriers s'accroît.

III. — DEVELOPPEMENT ET CONCENTRATION DU CAPITAL = DEVELOPPEMENT DE L'INSECURITE DE L'EXISTENCE

Pour accroître leurs profits, les capitalistes sont obligés de concentrer sans cesse leurs capitaux (en 1971, il y a eu en France, plus de 160 accords, regroupements, fusions).

La V^e République se caractérise par la subordination totale de l'appareil d'Etat aux monopoles. Au nom de la « compétitivité », des petites et moyennes entreprises industrielles aussi bien qu'agricoles sont liquidées.

Au nom de la « rentabilisation », on licencie les travailleurs et on fait travailler encore plus rapidement ceux qui restent (de 1947 à 1952, la productivité a augmenté de 50% à l'E.D.F.), et le développement des techniques permet dans certaines

branches la substitution des ouvriers par les machines.

La concentration des monopoles se fait de plus en plus à l'échelle internationale.

Là, les conséquences de la course aux profits ne frappe plus seulement les petites entreprises. Ce sont des grandes entreprises qui sont concernées, des régions entières qui se vident. Dès que leur taux de profit baisse, les capitalistes monopoleurs peuvent se permettre de plier bagage sans crier gare et de transférer leurs capitaux dans une autre branche ou région plus « rentable ». Très souvent aussi, ils s'installent tour à tour dans des régions peu industrialisées où ils bénéficient d'une main-d'œuvre peu chère et d'énormes aides de l'Etat (crédits proportionnels à leur investissement, à des taux préférentiels, suppression de la patente, etc.). Et dès que la conjoncture ne leur est plus favorable, ils s'en vont, emportant le fruit du travail des ouvriers pour en exploiter d'autres dans une autre région. Actuellement, la crise monétaire qui fait de plus en plus sentir ses effets, ne fera qu'amplifier encore le phénomène :

- Le relèvement du taux de l'escompte accule les petites entreprises à réduire leurs investissements et souvent à fermer boutique.

- La dévaluation du dollar touche particulièrement toutes les entreprises exportatrices vers les Etats-Unis : le franc étant trop cher, les carnets de commande se vident, et on licencie.

- Beaucoup d'entreprises spéculent sur la valeur des différentes monnaies : les grosses sociétés plient bagage pour s'installer là où la monnaie est dévaluée et par conséquent le coût de la main-d'œuvre est peu élevé (la société Salamander par exemple, va licencier 350 ouvriers pour s'installer en Italie où la lire est dévaluée).

Mais ce processus va de pair avec le développement du mouvement révolutionnaire. Les ouvriers s'organisent et luttent avec détermination contre les licenciements, le chômage, car ils savent que seule la lutte résolue paie et il prennent conscience de plus en plus que seul le socialisme permettra la libération de la classe ouvrière.

PREUVES A L'APPUI...

Si Chaban-Delmas « oublie » de payer ses impôts, si Chirac complète pour ne pas en payer, si les capitalistes ont à leurs ordres des hauts fonctionnaires pour les aider à ne pas en payer et si cela ne suffit pas, le gouvernement au service des puissances financières accorde dégrèvements, exonérations et autres cadeaux auxquels, nous travailleurs, ne comprenons pas grand chose, sinon qu'ils permettent officiellement et légalement aux trusts d'étouffer la plus grosse partie du gâteau.

Par contre les masses laborieuses n'ayant que leur force de travail à vendre pour survivre sont durement frappées par l'impôt sur le revenu.

Ce qu'ils nous donnent d'une main, les capitalistes le reprennent de l'autre.

Et en général, l'impôt prélevé sur notre travail est la somme qui permettrait tant bien que mal de boucler le budget de la rentrée.

Voici un exemple précis à soumettre à « l'accordéoniste » Giscard d'Estaing, ministre des Finances : en 1971 un couple avec un enfant, travaillant tous les deux avait un revenu imposable de 13 200 francs, il a payé 375 francs d'impôts.

En 1972, le revenu imposable est de 15 000 francs. Il doit payer 620 francs d'impôts sur le salaire. Soit une augmentation de 60% de l'impôt pour moins de 2 000 F de revenu supplémentaire.

Si on estime à 10% l'augmentation du coût de la vie en 1972, cela donne par rapport au revenu imposable de la même année 15 000 francs moins 1 500 francs : un revenu réel de 13 500 francs par comparaison à l'année précédente. Retirons maintenant les impôts supplémentaires soit 293 francs (620 F — 375 F), nous arrivons pour le comparer à 1971 à une somme de 13 207 F.

En 1971, le revenu imposable était, répétons-le, de 13 200 F. En 1972 déduit l'augmentation du coût de la vie, et des impôts supplémentaires nous arrivons à la somme de 13 207 F.

Nous voyons donc, dans le cas que nous présentons, que ce couple de travailleurs a un pouvoir d'achat qui aura diminué entre 1971 et 1972.

Comité Longue Marche
Provence

Gagny : 300 gardes mobiles expulsent des jeunes travailleurs de leur foyer

Le 26 août, 300 gardes mobiles ont expulsé des jeunes travailleurs du foyer A.L.J.T. de Gagny. Actuellement une trentaine de jeunes sont sans abri.

Depuis deux mois, ils luttent contre l'augmentation des loyers. Déjà, l'année dernière, le foyer avait participé à la lutte de certains foyers parisiens et avait obtenu la liberté d'expression politique et syndicale. La bourgeoisie fascisante n'a pas hésité cette fois-ci à employer la manière forte pour tenter de briser une lutte, qui peut devenir un exemple contagieux pour les autres foyers.

LES FAITS :

Vendredi soir 24 août, deux individus dont Hallereau, militant d'extrême droite, accompagné par un homme de main de Calmejane, tentaient d'inciter les résidents à « tout casser » avant de quitter le foyer.

Les résidents naturellement ne tombèrent pas dans le panneau.

Le lendemain, samedi, un incendie se déclare dans une chambre du 4^e étage. Ce n'est pas pour nous une simple coïncidence car plusieurs choses restent étranges :

— comment le feu a-t-il pu pren-

dre tout seul dans une chambre inoccupée ?

— deux individus s'enfuyant du foyer ont été aperçus par des résidents de la cité après l'incendie, qui sont-ils ?

— ne serait-ce pas les mêmes qui ont averti les pompiers par téléphone avant l'incendie que « les résidents allaient mettre le feu au foyer ? »

Il est évident qu'il s'agit d'un coup monté pour faire porter aux jeunes travailleurs la responsabilité de l'incendie et faciliter leur expulsion.

Il s'agissait donc d'une provocation bien préparée. L'intervention de la police n'avait pas pour but de porter secours aux résidents, mais de les mater pour tenter d'empêcher toutes réactions à l'expulsion.

En effet :

— les policiers, matraques à la main, refusèrent de porter secours à deux résidents asphyxiés prétextant l'arrivée imminente d'un car de police-secours qu'on attend encore... Ce sont finalement les pompiers qui les ont transportés à l'hôpital.

Par contre sans aucune sommation et sans motif ils ont sauvagement matraqué, non seulement les jeunes travailleurs mais tous ceux

qui avaient la malchance de se trouver sur leur passage. La bande d'Hallereau secondait la police et paradait avec des matraques en toute impunité.

La chasse à l'homme s'est poursuivie jusqu'à 5 heures du matin et même dans les escaliers et les caves de la cité ! Quinze jeunes travailleurs ont été emmenés au commissariat, quatre à l'hôpital à la suite du matraquage policier. Nous ne devons pas tolérer de telles méthodes.

Les jeunes travailleurs de Gagny sont décidés à continuer le combat mais ils ne doivent pas rester seuls. Déjà, spontanément des habitants de la cité voisine ont accueilli chez eux des jeunes en difficulté. C'est pourquoi, une nouvelle fois, les communistes de « L'Humanité rouge » appelle à participer au comité de soutien créé en vue de renforcer et d'organiser le soutien de la population et des résidents d'autres foyers pour obtenir :

— le relogement des jeunes travailleurs dans le foyer ;

— la satisfaction des revendications antérieures.

Des camarades
de l'« Humanité rouge »

TOUT POUR LA VICTOIRE DES "LIP" !



Le drapeau des « Lip », comme ils disent, flotte sur « l'usine Lip Jean-Zay ». L'usine, oui, car si les murs sont occupés par les C.R.S., l'usine, ce sont avant tout les travailleurs. Le pouvoir a voulu les faire céder par la force, mais ILS TIENNENT ET ILS TIENNENT BON. Forts de leur détermination à lutter et à vaincre, de leur unité, de la solidarité de la classe ouvrière.

Dans le numéro 193 de l'« Humanité-Rouge », nous avons expliqué comment la lutte des travailleurs de Lip est née et s'est développée. Aujourd'hui, nous allons essayer de répondre à quelques questions sur la lutte des « Lip » afin de mieux la comprendre pour pouvoir mieux en apprendre.

Et d'abord, quel est le point de vue des travailleurs de Lip sur la question de la légalité bourgeoise et de la remise en cause de cette légalité ?

Il faut dire pour commencer que les travailleurs de Lip ne se sont pas posés la question de la remise en cause de la légalité bourgeoise, en tant que telle. Cette remise en cause s'est faite de façon spontanée. Un peu comme M. Jourdain, qui faisait de la prose sans le savoir. Le recours à des formes de lutte « illégales » du point de vue des lois bourgeoises s'est fait de façon progressive, dans le cours de la lutte.

Il y a eu d'abord la décision de ralentir les cadences jusqu'à 6 à 10 % du rendement. Ce n'était pas « l'illégalité » mais déjà ça la froitait.

Puis il y a eu la séquestration des deux administrateurs provisoires. Le 12 juin à lieu vers 16 h une réunion avec deux administrateurs provisoires. Ils étaient déjà venus plusieurs fois et menaient les travailleurs en bateau. Ils sont séquestrés. Dans leur serviette, on trouve un rapport où sont prévus les licenciements.

Le préfet adresse un ultimatum aux travailleurs puis fait intervenir les C.R.S.

L'enlèvement des montres : Dans la nuit, environ quinze personnes sont dans l'usine. Il y a là des délégués C.G.T., C.F.D.T. et des membres du comité d'action. On se demande si les C.R.S. ne vont pas revenir et on décide d'enlever les montres qui sont dans l'usine. Certains n'étaient pas d'accord. Dans la nuit, 30 à 40 000 montres sont enlevées. On n'a pas discuté du caractère légal ou illégal de l'affaire. C'est venu comme UNE REPONSE NATURELLE AUX MANŒUVRES ET AUX AGRESSIONS.

La remise en route de la chaîne

Elle a été décidée à l'initiative de quelques-uns, puis approuvée par l'assemblée générale. Et puisqu'on fait tourner la chaîne, eh bien on va vendre ! La question de l'illégalité ne s'est pas posée là non plus.

Ça ne se situe pas au niveau du droit ; mais les travailleurs n'acceptaient pas d'être manipulés, d'être déplacés comme des pions. Et pour ça, ON PREND LES MOYENS QU'IL FAUT POUR SE DEFENDRE.

Maintenant, on dit chez Lip : c'est la naissance d'une nouvelle légalité. Derrière, il y a la remise en cause du pouvoir, la volonté d'être un travailleur libre. Les travailleurs de Lip disent : On a eu l'impression de ne faire ça que pour résister.

Maintenant, quoi qu'il arrive, un ouvrier de chez Lip ne considérera plus son chef comme avant.

Pour illustrer cela, une anecdote : Un jour, lors d'une réunion du comité d'action, on se dit : « Ça a drôlement changé notre vie et on n'en parle pas ! » Une réunion sur le sujet est décidée. Deux horlogères viennent. Elles font le même travail qu'avant la grève. On leur demande : Alors, qu'est-ce que ça a changé dans votre vie ? Elles répondent : Rien.

— Mais, à quelle heure tu commençais avant ?

— A 7 heures.

— Et maintenant ?

— A 8 heures ; je finis à 12 h. L'après-midi, je vais à la réunion du comité d'action, à l'assemblée générale, je discute, je me promène dans l'usine.

— Et au point de vue du boulot ?

— Il n'y a rien de changé.



— Mais tu te déplaces ?

— Oui.

— Est-ce que tu es aussi tenue qu'avant pour les cadences ?

— Non, je peux parler.

— Est-ce que tu as une chef ?

— Non, on s'est distribuée les rôles ; chacune va au poste où elle est la plus compétente.

En fin de compte, tout était changé. Sur les « négociations ».

En réalité, à l'heure actuelle, il n'y a pas de négociations. « C'est une vaste fumisterie ». C'est le gouvernement qui cherche à faire croire que les négociations sont engagées. On est entraîné dans un jeu qui n'aboutit à rien. Chacun reste sur ses positions. Le gouvernement s'en tient au plan

Ebauches S.A. : démantèlement et licenciements. Dans le cas le meilleur, Giraud annonce 350 licenciements. Et il est incapable de dire si les autres seront embauchés en même temps. « Il se fiche de nous ».

Le danger est que beaucoup de gens soient persuadés que les négociations sont engagées alors qu'elles ne le sont pas. De plus en plus de travailleurs de Lip pensent que la solution logique serait de mettre un terme aux rencontres avec Giraud pour éviter que la confusion s'installe dans l'opinion publique et qu'ils se trouvent enfermés dans une mascarade de « négociations ».

On voit que c'est là un point de vue en contradiction complète avec les déclarations de Séguay disant dans sa lettre aux syndicats C.G.T. de Lip : « ... vous avez eu parfaitement raison de ne pas tomber dans le piège grossier d'une rupture des négociations que le pouvoir et le patronat voudraient vous faire endosser. Nous vous recommandons de persévérer dans cette voie ». Les travailleurs de

Matraquages, insultes, faux témoignages, condamnations. Tel est le bilan de l'occupation de Lip par les CRS. « Il n'y a plus de justice à Besançon » entend-on dire là-bas.

On a parlé du matraquage, des tortures, des insultes, qu'ont subis 3 journalistes de la part des gendarmes mobiles. Mais il s'est passé beaucoup d'autres choses à Besançon, des choses qui doivent être connues car elles éclairent du caractère fascisant du pouvoir. Voici des faits :

Un ouvrier témoigne :

« Dans la nuit du 16 au 17, j'ai été diné chez ma belle-sœur. Je suis tombé en panne avec ma mobylette. Je me suis arrêté. J'ai regardé ce qui se passait chez Lip. J'ai vu un groupe aux prises avec des CRS. Tout à coup je me suis trouvé en face de CRS, ils m'ont donné des coups de crosse. J'ai été transporté au poste de garde. Là, j'ai reçu des coups de crosse dans le dos. J'ai été récupéré à 4 heures du matin, puis transporté à la police judiciaire à 8 h 30. Là, j'ai été accueilli par de violents coups de poing sur la figure pour me faire avouer que j'étais sur le parking de chez Lip et comme quoi ils m'avaient pris en photo. J'ai demandé à voir l'épreuve. Ils m'ont dit qu'ils la développaient. J'ai été confronté à 3 CRS qui m'ont soi-disant reconnu sur le parking de chez Lip. Pour me faire avouer, ils m'ont menacé de me jeter par la fenêtre. J'ai été jugé et emprisonné 10 jours. Ma femme était alors enceinte. Elle montrait tous les jours à la prison me voir en mobylette, ce qui a provoqué la

Brutalités policières

« J'ai été embarqué dans une Land Rover avec rudesse. Ils nous ont emmené à l'usine ; au poste de gardiennage. Le débarquement a été très brutal : matraquage derrière la tête ; coups de pieds dans les mollets. Il y avait une vingtaine de personnes arrêtées dont certaines étaient ensanglantées à la figure. Injures diverses : racistes, anti-jeunes et contre les femmes (il y en avait 3). C'est à ce moment qu'ils ont embarqué les premiers « gardes à vue » avec des menottes et beaucoup de brutalités... Il est arrivé 3 Land-Rovers. Les occupants ont été débarqués aussi violemment que nous... au gardiennage il y avait 5 gardés à vue, dont deux très amochés. »

Lip estiment qu'il faut continuer dans la voie de la lutte, prendre de nouvelles initiatives. C'est ce qui crée un rapport de forces en leur faveur.

Les travailleurs sont tenus au courant du déroulement des rencontres avec Giraud ; le plus possible y sont présents. Des compte rendus en sont faits et des bandes enregistrées des rencontres sont remises aux travailleurs.

Les travailleurs de Lip sont décidés à ne pas céder sur leurs revendications : pas de licenciements ; pas de démantèlement. Au cours des rencontres qui ont lieu à l'heure actuelle, chacun défend et maintient fermement ses positions. Mais, parmi les travailleurs, on commence à craindre que si le gouvernement en venait à réduire le nombre des licenciements, les fédérations et confédérations n'acceptent cette « solution ». D'où l'importance décisive du contrôle des travailleurs sur ces rencontres.

L'intervention des C.R.S.

Pendant un bon moment, les travailleurs de Lip ont pensé que le pouvoir ne pouvait pas envoyer les C.R.S., mais à d'autres moments ils avaient des doutes.

Dans la phase de popularisation, les C.R.S. n'ont pas pu intervenir ; un processus judiciaire a été mis en place. Chez Lip, on pense que les C.R.S. ont été envoyés parce qu'on approchait de la rentrée (à Besançon, elle a lieu le 16 août), qu'il s'agit d'une expérience qui sort de la légalité et qui risque de faire tache d'huile. Avant l'intervention des CRS, les travailleurs estimant qu'il aurait été anormal de laisser prendre l'usine sans résistance, vu l'importance nationale de leur lutte, un système de défense avait été mis en place. Mais il n'a pas pu fonctionner.

Quelles sont les conséquences de l'intervention des C.R.S. d'après les travailleurs de Lip ? D'un côté, avant

ils disposaient de l'usine, ce qui présentait des avantages matériels, mais d'un autre côté rien n'est changé, car l'usine ce sont les travailleurs.

Ils estiment que maintenant il faut exploiter le fait que le pouvoir envoie les C.R.S.

L'unité des Lip

L'unité des travailleurs de Lip est expliquée par eux par divers facteurs. Le plus important sans doute est que les travailleurs connaissent les délégués depuis longtemps, qu'ils ont dirigé de nombreuses luttes. Ils ont confiance dans leurs délégués.

Les travailleurs se sont groupés autour de revendications vitales et de dirigeants en lesquels ils ont confiance.

Il faut ajouter à cela qu'il y a eu chez Lip un travail syndical de longue haleine. Il n'y avait pas une semaine sans trois ou quatre tracts de l'usine. Et tout le monde les lisait.



1^{er} septembre 73, 2^e paye « sauvage » des ouvriers.

Mais il y a aussi des menaces contre cette unité et elles viennent des fédérations et confédérations C.G.T. et C.F.D.T.

Un exemple : Le comité d'action de Lip ayant proposé aux fédérations qu'une déclaration commune soit faite à laquelle il serait associé, il s'est vu opposer un refus. Raison invoquée : cela officialiserait ce type d'organisation des travailleurs. Il s'est entendu dire : « Vous, bien sûr, on vous connaît, mais ailleurs il pourrait y avoir des gens moins honnêtes que vous. »

Puis, ces messieurs ont voulu imposer au comité d'action les conditions suivantes : S'engager à déclarer publiquement

1^o Qu'il n'est pas anti-syndical (ce qui ne pose aucun problème car il n'est pas contre le syndicalisme) ;
2^o Qu'il disoaitra une fois la lutte finie. Ce qui veut dire lui faire signer son bulletin de décès ;
3^o Qu'il s'engage à recruter pour les syndicats.

LE TERRORISME POLICIER A BESANCON

Témoignage d'un gardien d'hôpital rapporté par un délégué C.F.D.T.

« X... toute la nuit, assis par terre, mains sur la tête. Injures nombreuses - « pédé ». Matraquages fréquents, coups de crosse, coups de pied. Un adjudant frappait particulièrement fort. Le mercredi 15, à Tarragou, de 10 h à 14 h, debout en plein soleil. »

Un ouvrier de la zone industrielle :

« Jeudi 18 août, vers 21 h, j'allais changer ma voiture de place devant mon domicile, à cause des manifestations, lorsque j'ai été surpris par une charge de CRS. Six ou sept se sont acharnés sur moi à coups de matraque. J'ai essayé, mais en vain, de leur dire que je n'étais pour rien dans les manifestations, mais ils ont continué de plus belle. J'ai reçu un nombre incalculable de coups partout sur le corps et plus particulièrement sur les épaules, les bras, le ventre, les reins, les jambes et le bassin. »

Les grenades lancées par les CRS ont provoqué de nombreux blessés dont certains dans un état grave, en particulier lors de l'explosion de grenades dans des appartements.

Provocations, faux témoignages douteux, faux témoignages

— P. B., J. V. : Des civils les ont fortement incités à ramasser des frondes qui étaient à terre. Une fois qu'ils les eurent ramassées, les civils ont présenté leur carte de police et les ont arrêtés pour port d'armes. CON-DAMNÉS A 1 MOIS DE PRISON.
— Boulanger, Bellot, Fourgeot.

A l'audience du tribunal du vendredi 17, les témoins à charge sont 3 CRS. Le premier entre dans la salle, et déclare avoir vu les prévenus lancer des pierres et des cocktails Molotov, puis va s'asseoir.

Le second entre et déclare avoir vu les prévenus lancer des pierres.

Le président s'étonne et interroge : « Seulement des pierres ? »

— « Oui des pierres. »

Alors le premier CRS sort de la salle puis rentre aussitôt, accompagné du troisième CRS.

Le troisième CRS témoigne alors avoir vu les prévenus lancer des pierres et des cocktails Molotov... (faux témoignage).

Aveux sous les coups :

P.G.R.M.

Arrêtés dans la nuit de mardi à mercredi, vers 3 h.

« Le vendredi après-midi, je suis montée à la Maison d'Arrêt. Quand j'ai vu mon fils, il m'a juré qu'il n'était pas coupable, qu'il n'avait avoué qu'à force d'être tapé, brutalisé, qu'il n'en pouvait plus. »

J. P. :

Arrêtés dans la nuit du 15 au 16.

A Tarragou, il refuse de reconnaître les « faits » :

— jets de pierres,

— injures à gardes mobiles,

— pierres dans les poches.

Insultes. Coups de poing dans le ventre.

A nouveau : « Reconnais-tu les faits ? » — « Non ».

Coups de poings, coups de pieds. Plaqué contre une armoire, tenu par les cheveux, cogné par 4 flics. « Si tu

Bien entendu, ces conditions étaient inacceptables pour le comité d'action. Ajoutons que Giraud essaie de jouer là-dessus aussi : lors de la rencontre du jeudi 30 août, il devait déclarer au début de la réunion : « J'ai demandé à ne voir ici que des représentants syndicaux. »



Le comité d'action

A l'origine, avant que la lutte s'engage, il ne regroupait qu'une petite poignée de travailleurs, et il était interne à la C.F.D.T. Déjà, certains travailleurs voulaient en faire le regroupement des syndiqués C.G.T., C.F.D.T. et non-syndiqués.

Avec le développement de la lutte, il s'est considérablement renforcé, allant jusqu'à réunir trois cents travailleurs. Il permet de réunir les travailleurs syndiqués ou non (un délégué C.G.T. en est membre). Il joue et a joué un rôle extrêmement important pour permettre aux travailleurs de prendre des initiatives, de débattre de leurs problèmes.

Le comité d'action n'est pas contre l'existence des sections syndicales, il ne cherche pas à les faire disparaître mais à regrouper le plus largement les travailleurs syndiqués ou non pour qu'ils prennent en main des tâches. D'ailleurs, la section C.F.D.T. a appelé les travailleurs à le rejoindre, à participer à ses réunions. En per-

mettant à l'initiative des travailleurs de se manifester, il a joué un rôle important dans l'impulsion des formes de lutte.

Une autre de ses caractéristiques est d'être extrêmement souple : Durant toute une période, il a « éclaté » dans les diverses commissions mises

Comment soutenir ceux de Lip ?

Les travailleurs de Lip le disent : le meilleur soutien, c'est que dans chaque entreprise les travailleurs engagent la lutte pour leurs propres revendications.

Ensuite, populariser leur lutte.

Enfin, se tenir prêt à répondre à l'appel des travailleurs de Lip pour une marche sur Besançon.

Grâce à l'argent qu'a rapporté la vente des montres, les Lip ont de quoi tenir encore pendant plusieurs mois.

A nous de tout faire pour répondre à l'appel des Lip.



la région. Parmi eux, certains ont été licenciés à la suite de leur condamnation. En raison de la procédure expéditive la quasi-totalité des témoins étaient des CRS.

La presse pourrie et le gouvernement essaient de faire croire qu'il s'agit « d'éléments extérieurs » alors que la quasi-totalité des condamnés sont de Besançon.

Perquisitions

Depuis maintenant plusieurs semaines, des perquisitions sont effectuées chez des ouvriers de Lip, avec interrogatoires, dans des presbytères, un couvent.

Le pouvoir compte ainsi faire céder les travailleurs de Lip, il se trompe lourdement. Ces faits ne font que renforcer leur détermination à lutter et le soutien de la population.

A l'heure où le gouvernement parlait de « négociations », il a montré son vrai visage.

A propos des relations diplomatiques entre la Chine et l'Espagne

Voici quelques mois (mars 1973) était rendue publique la décision d'établir des relations diplomatiques entre l'Espagne et la République populaire de Chine.

Aussitôt, les dirigeants révisionnistes espagnols se sont livrés à une campagne de calomnies contre la politique extérieure de la Chine.

Dans le numéro du 29 mars 1973 de « Mundo obrero », organe central du parti révisionniste espagnol, on peut lire que cette décision « porte tort à la lutte du peuple espagnol contre l'oppression fasciste ; qu'elle est contraire à l'internationalisme prolétarien ; qu'elle ne peut qu'affaiblir le prestige de la République populaire de Chine aux yeux des travailleurs et révolutionnaires espagnols, ainsi que des larges forces anti-impérialistes dans le monde. »

Dans ce même numéro de « Mundo obrero » on peut lire que la « coexistence pacifique ne peut justifier l'établissement de relations diplomatiques avec l'Espagne « comme s'il s'agissait d'un pays capitaliste quelconque ». Le régime franquiste est le produit de l'hitlérisme, c'est une des raisons pour lesquelles, d'après les révisionnistes espagnols, la coexistence pacifique ne saurait être appliquée dans le cas de l'Espagne. « Mundo obrero » ajoute : « Le franquisme n'est pas seulement un régime fasciste haï par le peuple espagnol et par tous les peuples du monde. C'est de plus, un régime fasciste en décomposition. »

Voyons ce qu'il en est de ces affirmations des dirigeants révisionnistes espagnols.

Et d'abord, il est indispensable de donner un coup d'œil à la situation du monde telle qu'elle se présente aujourd'hui.

Les peuples ont renforcé leurs positions, le développement de la révolution apparaît comme la tendance principale dans le monde. La lutte victorieuse des peuples d'Indochine, la résistance du peuple palestinien, les luttes des peuples des différents continents, sont autant de confirmations de ce fait.

L'impérialisme américain rencontre les plus grandes difficultés de son existence. L'économie et les finances des U.S.A. se sont considérablement affaiblies. L'isolement international de l'impérialisme U.S. n'a jamais été aussi grand qu'aujourd'hui.

Le social-impérialisme soviétique devient de plus en plus agressif.

Différents pays capitalistes renforcent leur coopération pour résister à l'impérialisme U.S. et au social-impérialisme.

Teis sont, à grands traits les caractères fondamentaux du monde actuel.

Quelle est, dans ce contexte, la politique extérieure de la Chine ?

Elle repose sur les principes suivants : s'opposer résolument à l'impérialisme et au social-impérialisme ; appuyer sans réserve les luttes des peuples du monde ; renforcer les liens de coopération et d'amitié avec les pays socialistes ; pratiquer la coexistence pacifique avec les pays à systèmes sociaux différents suivant les principes de respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale, de non-agression, de non-

ingérence dans les affaires intérieures, d'égalité et d'avantages réciproques, de coexistence pacifique.

Conformément à cette politique, la Chine a établi ces derniers temps, des relations avec des pays avec lesquels il n'y en avait pas auparavant. C'est là une importante victoire du peuple chinois et un échec des impérialistes américains et soviétiques qui n'ont pas réussi à isoler la Chine comme ils le désiraient.

Voyons maintenant plus précisément le cas de l'Espagne :

Depuis le voyage de Nixon à Pékin, de nombreux gouvernements réactionnaires ont changé de tactique envers la Chine. Des régimes qui, auparavant l'ignoraient ont entrepris d'établir avec elle des relations diplomatiques. Pour cela, il est indispensable qu'ils rompent leurs relations avec la clique fantoche de Tchong-Kai-Chek.

Le gouvernement franquiste, qui se caractérise par sa soumission à l'impérialisme U.S. dans toutes les questions d'importance, a revu sa position suivant le sens des U.S.A.

L'établissement de relations avec la Chine est l'aveu de l'échec total de la politique anti-chinoise du régime franquiste. Qu'il établisse des relations avec la Chine suppose qu'il renie son amitié avec Tchong-Kai-Chek. Ce qui est positif.

L'établissement de relations diplomatiques peut-il nuire au peuple espagnol ? D'une part, la révolution espagnole ne dépend pas de conditions extérieures, telles que l'établissement de relations, suivant les principes de la coexistence pacifique, avec un ou plusieurs pays socialistes. La révolution espagnole dépend fondamentalement du peuple espagnol et aussi, d'une façon secondaire, de l'appui des peuples du monde. Et en ce qui concerne le gouvernement et le peuple chinois, nul ne peut dire qu'ils ont renié leur appui au peuple d'un pays, du fait qu'ils ont établi des relations avec le gouvernement que ce peuple essaie de renverser.

D'autre part, il y a deux sortes de relations. Celles qui cherchent à soumettre un pays à un autre comme celles des U.S.A. avec Franco ; celles qui ne tiennent pas compte des intérêts du peuple, comme celles entre les sociaux-impérialistes et le régime franquiste (l'envoi de charbon par la Pologne lors de la grève des mineurs en est un exemple).

Il y a enfin des relations qui ne portent pas atteintes aux intérêts du peuple. Ce sont des relations qui ne cherchent pas à voler les richesses naturelles ni à exploiter le peuple. C'est ce type de relations qu'entretient la Chine.

Mais, diront certains : ne vaudrait-il pas mieux que la Chine s'abstienne d'avoir des relations avec celui qui opprime le peuple espagnol, qui est le fruit d'un coup d'Etat fasciste, qui réprime férocement le peuple ? Est-ce que cela ne désoriente pas les masses, et ne rend pas plus difficile le travail révolutionnaire ?

Un tel point de vue, qui est celui des dirigeants révisionnistes espagnols, ne tient pas compte du fait qu'il y a dans le monde un nombre encore grand de régimes réactionnaires et fascistes. Si chacun des peuples de ces pays mettait son veto aux relations de la Chine avec ces gouvernements, à quoi seraient réduites les relations internationales de la Chine ?

En raisonnant comme ils le font, les dirigeants révisionnistes espagnols mettront en premier lieu certains intérêts supposés de la révolution espagnole, en oubliant les intérêts généraux de la révolution mondiale. Et nous disons bien supposés, car les relations de la Chine avec l'Espagne ne vont pas à l'encontre des intérêts du peuple espagnol et de sa révolution. Par contre, tout ce qui contribue à renforcer la Chine sur le plan international et intérieur contribue au progrès de la révolution dans le monde.

Il n'y a aucun principe marxiste-léniniste qui soit trahi par l'existence de telles relations. Elles constituent une victoire des peuples du monde qui ont fait échouer les tentatives impérialistes pour isoler la Chine. Le régime franquiste n'en apparaît pas moins réactionnaire, tout au contraire il démontre qu'il est aujourd'hui, au même titre que l'impérialisme U.S., contraint d'accepter certaines conditions et une réalité qu'il refusait auparavant.

C'est un nouveau signe de l'affaiblissement du monde impérialiste et du renforcement du socialisme.

* La nature du régime intérieur d'un pays n'entre pas en ligne de compte dans l'établissement de relations avec ce pays. Seuls comptent l'acceptation et le respect des cinq principes de la coexistence pacifique.

QUI SONT LES TERRORISTES ?

« La piraterie aérienne doit être combattue par une guerre totale déclenchée par toutes les nations avec tous les moyens dont dispose la société. »

C'est Simon Peres, ministre israélien des Transports qui parle, le 25 juillet dernier, à la suite du détournement du Jumbo Jet japonais, formellement condamné par la Résistance palestinienne.

Le 10 août, quelques jours plus tard, un gouvernement envoie ses chasseurs arraisonner une « caravelle » libanaise dans l'espace aérien du Liban ! L'avion est détourné, contraint d'atterrir, ses passagers rudement fouillés. Un acte de piraterie aérienne ni plus ni moins et le gouvernement responsable est... celui de Simon Peres !

Les dirigeants sionistes israéliens sont passés maîtres dans l'art de dire blanc et de faire noir. Leur « bonne volonté » affichée est sans bornes, leurs actes de terrorisme... sans limites !

Au début de l'été, ils ont multiplié les déclarations et interviews. Golda Meir, Abba Eban laissent entendre qu'une « solution serait possible, voire prochaine » par la création d'un prétendu état palestinien... qui ne recouvre en rien la Palestine ! Un morceau de Jordanie, un morceau de « territoires occupés en 1967 ». L'Etat d'Israël, création de l'impérialisme restant intact ou presque... Les dirigeants sionistes sont bons princes...

Et tandis qu'ils donnent le change en parlant « négociations », ils poursuivent et renforcent leur politique d'agression et de sionisation de la Palestine. Un rapport de l'ONU indique que la politique israélienne vise à

« apporter des changements radi-

caux dans le caractère physique et la composition démographique de certaines régions des territoires occupés par l'élimination délibérée d'une identité nationale nettement palestinienne. »

Les sionistes expulsent les habitants arabes, détruisent leurs maisons à Gaza, à Jérusalem, exproprient les biens des Arabes et établissent des kibboutzim para militaires sur tout le territoire. Depuis 1967, 53 kibboutzim dont 42 en territoires occupés avec la bataille des Six jours ! Un plan de sionisation de Jérusalem prévoit que sa population israélienne atteigne presque 5 fois sa population arabe. Moshe Dayan s'y emploie, il faut multiplier les « situations irréversibles » dans les territoires occupés. On parle de « paix » et « d'Etat palestinien »... et on s'efforce de liquider au maximum le peuple palestinien et sa Résistance !

Le peuple palestinien, quant à lui, sait parfaitement « qui sont les terroristes ». Il l'expérimente douloureusement chaque jour et il n'attend rien des « solutions de paix » mijotées à Washington ou à Moscou. Fidèle à sa ligne de lutte prolongée, il multiplie les attaques en Palestine occupée, contre les usines, les installations et les convois militaires. De janvier à juillet 1965, 105 attaques ont été menées à bien : usines chimiques, complexe pétrochimique de Haïfa, raffineries, camps militaires ont été sérieusement touchés. D'autres succès suivront. Les sionistes ont eu beau faire : les mois d'été n'ont pas arrangé leurs affaires : leurs actes terroristes ont échoué ; et l'opinion internationale, scandalisée de tant d'impudence, soutient la Résistance plus résolument encore !

MAROC : Un trône sanglant

Une nouvelle fois la répression frappe au Maroc. Tous ceux qui se dressent contre le trône pourri d'Hassan II sont impitoyablement arrêtés, emprisonnés, torturés, fusillés. Le roi sanglant n'a plus que ce recours pour tenter de maintenir son peuple en esclavage, pour le plus grand profit de l'impérialisme et de la poignée de féodaux qui lui sont vendus.

Malgré tout, les luttes populaires gagnent en ampleur. Tour à tour, lycéens, étudiants, paysans, ouvriers, intellectuels passent à l'action pour dénoncer la pourriture du régime, affirmer leurs revendications, exiger l'application de libertés démocratiques.

C'est ce qui explique la nouvelle vague de procès qui se déroulent actuellement en différents points du pays. A Kénitra, 16 condamnations à mort, 15 condamnations à perpétuité et 56 peines de prison viennent d'être prononcées pour « atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat, tentative de renversement du régime, détention illégale d'armes et de mu-

nitions, ou complicité » contre des adhérents de l'U.N.F.P. (Union nationale des Forces populaires de Rabat).

En même temps, à Casablanca, 27 militants jugés pour « crime de marxisme-léninisme » risquent de dix à vingt-cinq ans de prison.

C'est le moment choisi par le gouvernement français pour recevoir avec forces manifestations d'amitié le porte parole d'Hassan II, ministre marocain des Affaires étrangères. Celui-ci a tenu à préciser « qu'il avait été particulièrement touché par les propos et les sentiments personnels exprimés par le président de la République à l'égard de Sa Majesté le Roi du Maroc... »

L'ombre de Ben Barka assassiné sur notre propre sol avec des complicités jamais éclaircies, ne semble guère déranger ces messieurs et pour cause ! Mais notre peuple, lui, se souvient et il se tiendra fermement aux côtés du peuple frère marocain pour empêcher ces nouveaux crimes.

VII^e Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie

FEMMES LIBRES DE L'ALBANIE ROUGE

Du 11 au 16 juin dernier, l'Albanie tout entière a vécu au rythme du VII^e Congrès de l'Union des Femmes d'Albanie qui tenait ses assises au Nord du pays, dans la ville de Shkodra.

Parmi les 26 délégations étrangères présentes, une camarade militante de « l'Humanité rouge » représentait les femmes marxistes-léninistes de France aux travaux de ce congrès d'une grande importance.

De tous les points, même des montagnes les plus reculées de l'Albanie, les délégations affluent vers la ville de Shkodra.

Brigades de paysans au travail dans les champs, chauffeurs de poids lourds sur la route, enfants qui se hâtent à l'école, tous savent vers quelle destination se rendent ces cars pavés, emplis de femmes, et les saluent avec affection, enthousiasme et fierté.

LES POUTRES NE PLEURENT PLUS

Que de réflexions doivent assaillir les quelque 1 500 déléguées de l'Union des Femmes d'Albanie qui se rendent ainsi à leur 7^e Congrès. Tant de chemin parcouru depuis la libération de l'Albanie !

Avant, la situation des femmes y était atroce. « Quand une fille naît, les poutres pleurent » disait un proverbe à l'époque. La femme était toujours considérée comme la dernière partout. A la maison elle était la première levée, la dernière couchée et devait faire tous les travaux, même les plus pénibles.

La religion pesait comme une montagne sur ses épaules. Elle ne devait sortir que complètement voilée, était fiancée encore toute enfant, vendue au plus offrant. Son trousseau comportait la corde avec laquelle son épouse avait le droit de l'attacher pour la frapper.

92 % de femmes étaient analphabètes, une école secondaire seulement était ouverte aux filles pour tout le pays. 668 femmes en tout travaillaient dans l'Albanie opprimée par le féodalisme et l'impérialisme.

Maintenant les poutres ne pleurent plus. Ces femmes décidées, jeunes ou vieilles, ouvrières du textile de Korçë ou de Berat, du combinat de Bois d'Elbasan coopérativistes, économistes, professeurs, qui se rendent à leur congrès ont pleinement conscience d'y représenter la moitié de l'Albanie, la moitié des forces vives qui construisent le socialisme. Cette égalité nouvelle, elles ne l'ont reçue de personne

mais l'ont conquise par le sang versé et leur participation à l'édification du pays.

Et le Congrès commence. Dans la grande salle — une ancienne église transformée — bruisante de rires et de chants révolutionnaires, chacune prend place.

Vieilles femmes coiffées de noir, jeunes filles en uniforme de soldat, coopérativistes revêtues de chatoyants costumes traditionnels se côtoient fraternellement. Jeunes pour la plupart — plus de 1 000 ont de 20 à 40 ans — elles représentent 400 000 membres de l'UFA et la moitié du peuple albanais.

Soudain un formidable mouvement dresse la salle debout dans une interminable ovation. Précédant la présidence de l'UFA et le Bureau politique du Parti du Travail d'Albanie, le camarade Enver Hoxha vient de faire son entrée et salue le Congrès. Par la suite bien des déléguées rappelleront avec émotion ce que les femmes albanaises doivent au Parti du Travail d'Albanie et au camarade Enver Hoxha dont l'œuvre envers la libération des femmes brille d'un éclat particulier. Elles leur expriment là, toutes ensemble, pendant de longues minutes, leur reconnaissance et leur attachement.



Et le travail commence sous le signe de la mobilisation de tous et de toutes pour réaliser les directives historiques du VI^e Congrès du PTA sur le plan économique, politique, idéologique.

MEMBRES A PART ENTIERE

DE LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE

Le rapport de Vito Kapo, présidente du Conseil général de l'UFA, le salut du Bureau politique au congrès présenté par Mehmet Shehu, comme les nombreuses interventions des congressistes, insisteront sur trois points :

1. La question de la libération des femmes est intimement liée à la révolution socialiste, elle ne peut en être détachée. Le camarade Enver Hoxha le rappelait ainsi à l'occasion du congrès (1).

« ... L'expérience nous enseigne que nous devons mesurer le progrès et le développement du pays au progrès et au développement de la femme. Le parti et la classe ouvrière doivent mesurer la marche en avant vers l'édification intégrale de la société socialiste à l'approfondissement

Depuis le précédent congrès, leur participation à la production s'est encore accrue. Elles représentent désormais 45 % des forces productives du pays. Le socialisme est bien le seul régime qui peut créer toutes les conditions nécessaires à cette émancipation. Mais des obstacles subsistent. Pour les lever, il faut poursuivre et intensifier la lutte. Et cela sur deux fronts :

« ... Ayons bien conscience que le passé pèse lourdement au même titre sur nous tous, hommes et femmes. Les uns et les autres, d'une manière ou d'une autre manifestent dans la vie des idées arriérées qui entravent le progrès. Ces idées, tantôt celles des hommes, tantôt celles des femmes, apparaissent en évidence et font obstacle à la marche en avant. La tendance atavique de l'homme à dominer émerge souvent et nuit à la société, mais la tendance atavique de la femme à se soumettre se fait également jour et nuit au même titre à la société.

Le même mal qui se manifeste aux deux pôles opposés, et se développe dans notre société, doit être combattu sur les deux flancs et non pas de façon unilatérale, sinon on risque de susciter une réaction. Si l'on combat l'arrogance et la brutalité sans combattre en même temps la servilité et la soumission, on n'obtiendra jamais les résultats souhaités. » (1)

Les militants de l'UFA, jugeant lucidement leur action, estiment avoir rempli avec honneur leur rôle de levier du parti. Mais, dans la pratique, elles pensent avoir mis davantage l'accent sur les droits des femmes que sur leur devoirs et s'élèvent contre toute attitude libérale, négligente sur ce point.

3. Créer les conditions d'une émancipation réelle et totale.

Les femmes doivent faire entendre partout leurs voix critiques sur elles-mêmes et sur les autres. Au travail, dans les organisations de masse, comme dans toutes les instances du pouvoir et du parti. Pour cela le Congrès s'est engagé à promouvoir davantage encore l'instruction des femmes, leur travail d'étude politique, leur accès aux postes qualifiés et de direction.

Cela implique qu'un certain nombre de tâches qui reposent encore principalement sur leurs épaules, soient mieux partagées. Certes l'Etat socialiste fait déjà beaucoup pour soulager les femmes d'un grand nombre de tâches. Mais il faut imposer partout l'égalité complète en droits et en devoirs, au sein de la famille comme partout ailleurs. Là aussi la lutte contre les idées bourgeoises et révisionnistes, aussi bien conservatrices que libérales doit se développer. Là aussi les femmes doivent adopter résolument, une attitude révolutionnaire de classe pour « démocratiser la famille », en faire une famille nouvelle, socialiste, délivrée de toutes traces des mœurs anciennes où « l'homme le plus opprimé pouvait opprimer un autre être, qui était sa femme ».

Tout à tour, d'un pas décidé, les déléguées à ce VII^e Congrès sont montées à la tribune pour tirer le bilan de leur travail, exprimer toutes ces idées d'une voix qui ne tremblait pas ; car, disait l'une d'elles, ouvrière du combinat textile de Tirana, « parler ici n'est pas facile pour moi. Mais le parti veut que je parle ici aussi bien que dans les ateliers du combinat ».

Femmes de l'Albanie nouvelle, aux mains dures, aux visages énergiques, à l'esprit lucide et aux cœurs généreux, elles ont bâti à ce Congrès de nouvelles victoires. Victoires qui sont aussi précieuses et riches d'enseignement pour nous, comme pour toutes les femmes du monde qui luttent encore dans les chaînes de l'esclavage et de l'oppression.

(1) Discours prononcé à la réunion du B.P. du C.C. le 26 mars 1973.

Un exemple pour toutes les femmes

C'est celui de la déléguée du district de Pliçkes qu'elle a très simplement expliqué à la tribune du Congrès. Elle réfute ainsi dans les faits la théorie selon laquelle la femme n'a pas un développement intellectuel suffisant pour participer à la révolution technique et scientifique. Le Congrès tout entier lui a fait une ovation.

« Avant je travaillais dans un bureau alors que des femmes plus âgées que moi faisaient un travail plus dur. Alors j'ai décidé de devenir conductrice d'un camion transportant des troncs d'arbre pour une scierie.

« Partout, au village, dans ma famille, on me disait : « C'est un travail pour les hommes, pas pour les femmes ». Mais avant l'Agriculture aussi était un travail pour les hommes et maintenant les femmes y travaillent. La patrie a besoin de toutes les professions.

« Je pensais souvent : tiendrais-je jusqu'au bout ? On m'a proposé un travail plus facile. J'ai refusé. J'étais la seule femme parmi 30 hommes.

« On voulait me donner un camion léger qui travaillerait en ville. J'ai refusé.

« A la fin on m'a confié un vieux camion qui tombait tout le temps en panne, pour me décourager. La plupart des chauffeurs qui passaient leurs examens avec moi avaient déjà travaillé. Pour moi, c'était difficile. Mais pendant les épreuves, je pensais : si j'ai un accident, ce ne sera pas seulement le permis de conduire que je perds, mais ce sera une victoire pour les conservateurs !

« Mais j'aime les difficultés parce que j'aime les surmonter.

« Avec ce vieux camion j'ai réalisé et dépassé le plan en transportant des troncs d'arbres.

« Où ai-je trouvé toute cette force pour vaincre les idées et les coutumes arriérées ? Cette force je l'ai trouvée dans la parole du Parti et du camarade Enver, dans l'appui du Comité de parti.

« Partout quelqu'un doit frayer le chemin. Pour le métier de conductrice de camion, c'était à moi de le faire. Ce n'est pas grand chose à côté de ce que le Parti a fait pour moi.

« Et si le cas se présente je défendrai le Parti et le pays car, à côté du camion, je place le fusil et je sais le tenir fermement. »

et à la progression de la révolution de la femme, dans le cadre de notre révolution prolétarienne. Si la femme demeure en arrière, la révolution marque le pas.

La question de la femme, les problèmes de la femme doivent toujours être regardés de l'œil du prolétaire révolutionnaire et non pas d'un œil mesquin de conservateur ou de libéral corrupteur... Quiconque traite la femme en esclave, fût-ce par la pensée et dans ses conceptions, est lui-même un esclave... »

Mais, et ceci est dialectiquement lié, il est indispensable « ... que la lutte de la femme ne soit jamais présentée en dehors de la lutte commune, fût-ce en ce qui concerne ses aspects spécifiques, car les aspects spécifiques du travail parmi les femmes et parmi les hommes sont tous liés entre eux ; ils influent positivement ou négativement les uns sur les autres, ils ont les mêmes origines, sont liés entre eux dans la pratique et visent aux mêmes objectifs.

Toute la lutte pour l'émancipation de la femme doit être intégrée dans la lutte révolutionnaire que mène tout le peuple, uni, inspiré et conduit par le parti. »

2. Sur cette question, comme sur toutes les autres, il est nécessaire de lutter contre le libéralisme, de renforcer l'esprit et la vigilance révolutionnaire.

Certes, les femmes albanaises peuvent être légitimement fières du bilan qu'elles présentent au VII^e Congrès. En bien des endroits elles ont conquis par elles-mêmes, avec l'appui du parti la place qui leur revenait dans la société.

SOUSCRIPTION DE MASSE DANS UNE USINE

Camarades,
Cette souscription de masse (48 souscripteurs) a été faite seulement par 2 militants connus en tant que M.L. L'un d'eux est dans l'usine depuis plus de 2 ans et connu de nombreux travailleurs, l'autre y est depuis plusieurs mois et travaille dans un secteur isolé de l'usine ce qui est évidemment un handicap pour se lier aux larges masses. Nos possibilités ne sont donc pas exceptionnelles, de nombreux camarades doivent pouvoir faire de même.

Comment s'y est-on pris ?
Chaque camarade a vu individuellement les ouvriers avec un carnet sur lequel est écrit « souscription de masse pour le journal communiste H.R. » et en dessous 3 colonnes « nom, profession, somme ». Cela a été organisé après la diffusion d'un tract intitulé « la bataille de l'Humanité Rouge » expliquant :

1) Ce qu'est la presse bourgeoise.
2) Ce qu'est la presse marxiste-léniniste, comment elle vit, ses difficultés, la nécessité d'un journal authentiquement communiste.

3) Il terminait par un appel à lire, critiquer, soutenir et rejoindre H.R., à faire bon accueil à ses collecteurs.

En allant voir les ouvriers qu'est-ce qu'on leur a dit ? Tout simplement qu'on organisait une collecte de soutien à l'H.R. « Tu connais les difficultés qu'il y a (cf. le tract), est-ce que tu peux donner quelque chose », avec quelques explications en plus quand c'était nécessaire. En règle générale l'accueil a été très favorable, cela a même été l'occasion d'abonner un ouvrier. Avec certains éléments déjà politisés il est parfois nécessaire d'insister un peu lorsqu'ils refusent.

Un tel travail ne se fait pas en deux jours, mais étalé sur le temps (pour nous, 3 semaines) car il faut trouver les moments opportuns (repas, casse-croûte, en fin de matinée lorsque le rythme de travail est ralenti...).

Nous pouvons conclure que :
— pour la vie de notre journal et de toute presse en général ;
— pour renforcer notre liaison avec les masses, pour lier étroitement l'avant-garde marxiste-léniniste à la classe ouvrière et aux masses populaires ;
— pour récolter les fruits de notre travail
AYONS CONFIANCE DANS LES MASSES, OSONS ALLER AUX MASSES, SOYONS OFFENSIFS !
Les militants marxistes-léninistes de l'usine.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription correspondant au n° 194

C.D. Yveton	100
Sur un marché	2
ALT. Solidarité au peuple espagnol	30
C.D. Flourens	200
CDHR Dalidet	105
Une ménagère progressiste	7
CDHR Yveton	362
Collecte soutien HR sur un marché	18,50
C.D. Dalidet	30
G.I. - B.B.	30,50
1 motoriste à Europe n° 1	3,50
1 famille M-L	20
1 travailleur	1
Soutien à HR, organe des M-L. Un camarade tunisien	10
1 travailleur immigré	0,50
Sur un marché	208,30
C.D. Stalingrad	300
BDT	25
C.D. Cabral	200
C.D. Flourens	140
CDHR J. Staline C.	2,50
Des travailleurs	0,50
1 ouvrier espagnol, sur un marché	5
Souscription anonyme en timbres	5
1 camarade ouvrière, Soutien HR	50
1 camarade ouvrier	10
1 militant syndicaliste	10
En supplément à abonnement, CP	15
En supplément à abonnement, M.J.P.	65
En supplément à abonnement, B.J.M.	15
En supplément à brochures, D.P.	6,50
Pour les 12 pages d'HR	200
Pour les 12 pages d'HR	100
Une camarade	5
L'HR vaincra	30
Une camarade	30
Vive HR, notre arme de lutte	50
1 camarade au service	30
1 ouvrier immigré	50
1 postier pour les 12 pages d'HR	43,50
Soutien à HR	2
1 sympathisant	0,50
1 sympathisant	1
1 sympathisant	0,50
Une sympathisante	10
Souscription permanente M	5
Deux camarades	27
1 lycéen	11,50
1 guide urbain	0,50
1 camarade	6,50
Soutien à HR, A.B.	20
Soutien à HR, Bernard	290
Des militants de l'ancien « Travailleur » à Paris	400
CDHR Pierre Sémard T.	205
Une ouvrière imprimerie	20
Dominique : réponse à l'appel	500
P.D. Pour que HR puisse propager les idées révolutionnaires du M-L et de la pensée-maotsetoung	200
CDHR Gramsci, deuxième versement	160
P.M. pour qu'HR continue son combat	5
1 abonné enseignant	20
1 ami de l'ouest	30
Soutien HR. Des camarades de l'est	200
Un couple d'amis M-L étrangers	42
Bébert	10
Roger	2
Deux M-L	50
La Goupille	5
1 travailleur immigré	16
1 M-L étranger	7
Une ouvrière	10
1 petit commerçant	4
1 ancien déporté	4
P.M. représentant, Soutien à HR	50
Soutien à HR, Un camarade GB et MD. Contre le révisionnisme	50
Soutien à HR en supplément à commande brochures, Mlle A.M.V.	15
Des travailleurs du S.O.	155
CDHR bassin Carrier	85
1 ami de Bretagne	225
Une assistante sociale	10
Sur un marché	1
CDHR J. Staline C.	30
1 travailleur	0,50
HR vaincra, M.M.	50
Vive le marxisme-léninisme Z. et M.	500
M.A. HR vaincra (bon de soutien)	9
1 travailleur resté stalinien	7
Y.H. Soutien à HR	18
Renforçons HR, F.S.	5
Soutien à HR	18
Soutien à HR, J.S.	15
Soutien à HR, F.L.	140
C.D. Dimitrov	62,50

1 travailleur espagnol	20
C.D. Stalingrad	3
CDHR	154
1 travailleur scientifique	2
1 étudiant	1
1 jeune postier	2
1 camarade	10
1 camarade	10
1 étudiant	5
Deux ouvriers de la métallurgie	7,50
P.M. HR vaincra	10
1 ouvrier M-L de C.	10
Versement mensuel Juillet B.A.V.	10
1 camarade de l'est du Var	12
Pour que vive HR	10
1 sympathisant CMS	40
Pour une presse objective, M.J.	10
Une lycéenne de l'ouest	2
1 ancien mineur, compagnon de F. Marty	10
Pour que vive HR, AMB	2,50
Pour les 4 millions et la poursuite du combat Un lecteur fonctionnaire	20
R.L. Juillet	40
1 employé de Caisse d'Épargne	65
1 travailleur du bâtiment	50
1 employé de magasin CIT	8
Une Guadeloupéenne	1
Une employée Rhône-Poulenc Vitry	2
1 ouvrier	1
Une femme d'ouvrier	0,20
1 couple de Portugais	1
Souscription de masse sur un marché	27
Collecte dans une usine	11
Des lecteurs	15
1 lecteur	3
1 sympathisant	3
1 militant	1
C.D. Flourens	300
C.D. Hapiot	53
Pour HR, C.B.	3
CDHR Pierre Sémard	192
1 employé de banque	20
Une ouvrière imprimerie	30
Des instituteurs	4
1 cheminot au service de la classe ouvrière	6
1 ouvrier algérien	13
CDHR J. Staline	10
Soutien à HR, D.F.	6,20
Souscription août, Roger	120
Pour que HR redevienne un 12 pages hebdomadaire tous-jours plus combatif	20
Pour la victoire du marxisme-léninisme. Sixième versement	37
Pour soutenir HR, J.B.	7
CDHR Mayenne	184
Soutien des travailleurs du sud-ouest	170
Soutien à HR, V.B.	30
Pour HR, JMT	5
Souscription comité de rédaction	150
Soutien à HR, Un abonné enseignant	5
Total	8 220,20

D.	50
S.	50
G.	20
Un CDHR de province	74
Un CDHR de province	82
CDHR Gramsci	127,20
Collecté par le CDHR	8
Gramsci lors d'une vente	8
Un détenu sortant de prison	2,50
1 étudiant marocain	4
Des lecteurs	0,50
1 employé des W-L	20
Pour le marxisme-léninisme	56
CDHR F. Marty	12
1 ouvrier	1
Contre le capitalisme	20
1 sympathisant	30
1 camarade	90
Des camarades	100
Soutien à la juste ligne communiste	100
Soutien des travailleurs du S.O.	100
CDHR Cabral	60
Sur un marché	1,50
CDHR Flourens	2 000
Souscription de masse dans une usine	33
CDHR J.-P. Timbaud	50
Trois lecteurs	1,50
1 sympathisant	2
1 cheminot sympathisant	2,10
1 postier M-L	33,30
Des militants	100
Sur un marché	81,56
Soutien au combat idéologique d'HR	200
HR vaincra	5
1 militant CFDT	10
CDHR E. Pottier	1 047
CDHR J. Labourde	252
Soutien à HR	8
CDHR Staline	5
1 ouvrier immigré invalide	100
CDHR Gramsci	50
Au cours de diffusions	348,50
Une sympathisante	56
1 couple	10
1 petit commerçant	2
1 mécanicien. Pour que vive HR	10
- Croquants du Périgord - HR vaincra	80
FDC	13
Soutien à HR	10
R.L. (souscription août)	40
J.S.	200
Pour une lutte prolongée	300
Pour l'application en France de la pensée M-L	33
CDHR Staline	11,50
U.G. Un abonné enseignant	5
Une sympathisante	5
Soutien à HR	1
Souscription permanente	50
HR vaincra !	55
Pour que HR poursuive son juste combat idéologique	10
CDHR P.-V. Couturier	1
CDHR Barbusse	100
Anonyme	0,80
Total depuis le n° 194	8 906,41

Souscription du mois d'août

Souscription CDHR Staline	25
Soutien d'un sympathisant ouvrier, responsable syndical	15
CFDT	15
1 cheminot M-L	2,50
1 camarade	5
1 sympathisant	1
1 M-L	2
Vive l'HR !	0,60
En mémoire de Staline	20
CDHR F. Marty	76
PM représentant	50
Soutien juin-juillet	1 716
CDHR Jeanne Labourde et Eugène Pottier	50
M. Soutien mensuel à HR	17
Vive HR ! Un éducateur stagiaire	97
1 camarade de l'ouest	10
CDHR Denis Gemnitz	10
Souscription en timbres, Un postier FDC	10
CDHR commandant Bourgat	85
CDHR Tautin	40
CDHR Hapiot	4
CDHR Stalingrad	6
CDHR Flourens	10
CDHR PVC	3,95
CDHR Fabien	43,31
R.M.	10
CDHR Cabral	32
CDHR Dimitrov	100
1 sympathisant	50
1 sympathisant	10
Des camarades	50
Pour que vive HR, Un camarade du sud-est	19,50
Soutien à la presse M-L, Un sympathisant du sud-est	2
Deux lycéens	7
Des anciens résistants (août-septembre)	50

Soutien au Cambodge

1 camarade ouvrier	10
Collecte organisée par le CILA en soutien au peuple cambodgien	482
A la cité universitaire, soutien au peuple cambodgien	22,70
Collecte sur un marché	17,60
Total	532,30

Soutien à Lip

Au mariage de deux camarades M-L	82
----------------------------------	----

POUR RENFORCER ET ELARGIR LA SOUSCRIPTION DE MASSE UTILISEZ LES CARNETS DE BONS DE SOUTIEN

TOUS UNIS CONTRE LA FASCISATION

Le 21 juin à Paris : la police protège un meeting nazi

Pour s'y être opposés, la Ligue Communiste est dissoute par le gouvernement

Ses dirigeants sont arrêtés

A Grasse, gardes-mobiles et fascistes se livrent à des razzias

Chez Lip, à Fos : les CRS agressent les ouvriers en grève

LE POUVOIR REMET EN CAUSE LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES. IL S'EST ENGAGÉ DANS LA VOIE DE LA FASCISATION



Il est urgent que tous les antifascistes s'unissent dans les usines, les bureaux, les quartiers

POUR EXIGER

- L'ABROGATION DE L'ARRÊTÉ DE DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE
- LA LIBÉRATION DES EMPRISONNÉS POLITIQUES
- L'ABROGATION DE LA LOI "ANTIFASCISTES"
- LA DISSOLUTION DES BANDES FASCISTES ET DES MILICES PATRONALES

L'HUMANITÉ rouge

Pour faciliter notre administration, nous demandons aux camarades et à nos lecteurs de préciser sur le talon quand ils envoient un chèque ou un mandat, à quel correspond cette somme.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITÉ ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Le prochain numéro de notre journal sortira le 19 septembre

CAMBODGE : Une étape qui précède la victoire finale



Depuis plus de quinze jours, l'aviation U.S. a cessé ses raids contre le Cambodge. C'est là une grande victoire du peuple cambodgien qui a contraint, par ses assauts ininterrompus et son unité de fer, à faire céder les agresseurs américains sur ce point. C'est aussi une victoire de la solidarité militante des pays et des peuples amis du Cambodge combattant. Pour mesurer le sens de cette victoire, il suffit de rappeler que, depuis février dernier, le Cambodge supporte en premières lignes le poids direct de l'agression américaine en Indochine : des centaines de raids, des milliers de tonnes de bombes chaque jour, sept à huit fois l'équivalent de la bombe Hiroshima chaque mois ! Début août, l'œuvre de mort s'était faite plus impitoyable encore : bombardements accrus, « erreurs » de tir provoquant la mort de centaines de soldats lonnoliens... Mais tout cela en vain... Le peuple cambodgien n'a pas cédé... Bien au contraire : son

avance s'est accélérée, ses succès multipliés.

L'arrêt des bombardements U.S. intervient en effet dans une situation excellente pour le peuple du Cambodge. Son unité politique, renforcée par le Congrès national du F.U.N.K., tenu du 19 au 21 juillet dans la zone libérée, éclate aux yeux de tous ; pendant deux jours, 294 représentants des ouvriers, paysans, bonzes, intellectuels, femmes et bourgeois patriotes du Cambodge ont resserré les liens de leur unité de combat. Le peuple cambodgien voit clairement ses objectifs de lutte ; il est prêt pour de nouveaux combats. La situation militaire est également favorable : les forces armées ont fait sauter la première ligne de défense de Phnom Penh ; toute la rive gauche du Mékong est libérée depuis la frontière vietnamienne ; les autres lignes de défense sont fortement entamées, *Phnom Penh plus encerclé que jamais*. Les diplomates étrangers ont évacué leurs femmes et pris de longues « vacances » ; quant aux fonctionnaires de Lon Nol, ils font la queue pour obtenir des billets d'avion pour leur famille... et pour eux-mêmes ! Ajoutons que la situation est explosive dans Phnom Penh même : ouvriers, jeunes, dockers, petits commerçants, cyclo-pousseurs s'organisent ; des manifestations contre la cherté du riz, contre l'enrôlement forcé des hommes de 18 à 35 ans, contre la fermeture des usines éclatent à tout moment ; les soldats lonnoliens, privés de solde et de nourriture, se soulèvent contre leurs chefs. A Phnom Penh, on se prépare pour coordonner l'action avec les F.A.P.L.N.

Toutes ces luttes, tous ces préparatifs montrent une chose : l'agression U.S. n'a pas cessé avec l'arrêt des bombardements, la lutte du peuple cambodgien continue. Nixon n'a pas abandonné ses visées néo-colonialistes sur le Cambodge et sur toute l'Indochine ; le dernier coup d'Etat de l'extrême-droite laotienne le révèle assez bien. Comme les livraisons d'armes et d'avions C 123 et chasseurs bombardiers T 28 à Lon Nol, comme le renforcement du système de « conseillers » militaires américains dirigés par le général U.S. Montasas, comme les préparatifs d'invasion terrestre par les troupes thaïlandaises et saïgonnaises. Nixon ne veut pas « abandonner un ami », et il ne ménage pas sa peine. Par ailleurs, la nouvelle étape de l'agression — qui tente une « khmémisation » complète de la guerre — vise à renforcer les manœuvres de Washington... On fait courir les bruits

mensongers de « négociations », de « réconciliation nationale », on souffle à Lon Nol « un plan de paix en six points »..., car, dira-t-on, la guerre du Cambodge est une « guerre civile », « plus de bombardements, c'est aux deux parties de s'entendre... », etc. Le piège est double : d'une part, on tente d'escamoter la guerre américaine et d'abuser les peuples du monde et le peuple américain ; d'autre part, si par extraordinaire, les combattants tombaient dans ce piège..., on pourrait en toute tranquillité faire fructifier les objectifs impérialistes au Cambodge... Les impérialistes de Washington ne sont pas les seuls à mijoter ce coup ; à Moscou également, on multiplie les manœuvres de compromis, que le chef de l'Etat Norodom Sihanouk a dénoncées

dans un télégramme le 13 août dernier.

Mais le piège est éventé ; les combattants cambodgiens ne cessent le combat qu'avec la conquête de leurs deux objectifs fondamentaux : la cessation totale de l'agression américaine au Cambodge, la défaite de leurs valets — Lon Nol — Sirik Matak — et la direction de la nation par son gouvernement légal et authentique, le G.R.U.N.C.

Quant à nous, nous avons en tête nos tâches. Il faut renforcer notre soutien : rassembler tous les amis du peuple cambodgien, multiplier les initiatives et contribuer par nos actions à hâter la convocation d'une « Conférence mondiale de solidarité avec le peuple cambodgien ».

MISSION DU GOUVERNEMENT ROYAL
D'UNION NATIONALE DU CAMBODGE
EN FRANCE

2 Place de Barcelone PARIS 16^e

La Mission du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge en France a l'honneur de vous communiquer ci-après : le télégramme de M. THOUNG PRASITH, Secrétaire du Bureau Politique du Comité Central du Front Uni National du Kampuchea, au nom du F.U.N.C. et du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge, adressé aux organisations et personnalités qui ont soutenu activement la lutte du peuple cambodgien.

" NIXON A DECLARE CESSER BOMBARDEMENTS US SUR CAMBODGE A COMPTER 15 AOUT CONFORMEMENT LOI CONGRES STOP C'EST LA UNE GRANDE VICTOIRE COMMUNE ACHIEVEE PAR LUTTE PEUPLE CAMBODGIEN ET AUSSI PAR LUTTE PEUPLE AMERICAIN SON CONGRES ET TOUS PEUPLES ESPRIS PAIX LIBERTÉ JUSTICE DANS MONDE STOP

MAIS CESSATION BOMBARDEMENTS US NE SIGNIFIE PAS CESSATION AGRESSION US CONTRE CAMBODGE ET CESSATION SOUFFRANCES PEUPLE CAMBODGIEN STOP NIXON POURSUIT INTERMISEMENT AGRESSION CONTRE CAMBODGE PAR - PRIMO INTENSIFICATION POLITIQUE AGRESSION CONTRE CAMBODGE AVEC AUGMENTATION IMPORTANTE FOURNITURES DOLLARS ARMES MATERIELLE QUINZE CANONS 155MM AVIONS TOUT TYPES TANKS ETC... ET SACRILAGE POPULATION DANS ARME FANTOME POUR SERVIR CHAIR CANON - SECUNDO PREPARATIF INTERVENTION ARME FANTOME BANGKOK RETIRER DU LAOS ET AUSSI ARME FANTOME SAIGON - TERTIO CONTRIBUTION ACTIVE MANOEUVRES DIPLOMATIQUES POUR SOI-DISANT COMPROMIS ET CONCORD NATIONALE ENTRE FUKA-GRUBC ET TRAITRES PHNOM PENH STOP

APPELONS URGENCE TOUS ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES NATIONALES ET INTERNATIONALES ORGANISATIONS POLITIQUES ET FORCES PACIFIQUES ET PROGRESSISTES DANS MONDE A INTENSIFIER ACTIONS MULTIFORMES MEETINGS MANIFESTATIONS DE MASSE DECLARATION CAMBODGE MOBILISATION MASSE REUNIONS INFORMATION CONFERENCES INTERNATIONALES POUR :

- PRIMO EXIGER CESSATION TOTALE INCONDITIONNELLE ET DEFINITIVE TOUT ACTE AGRESSION US ET VALETS BANGKOK SAIGON
- SECUNDO CESSATION TOTALE ET IMMEDIATE TOUT SOUTIEN ET AIDE A CLIQUE TRAITRES PHNOMPENH ET TOUTE ENCEHRE US DANS AFFAIRES INTERIEURES CAMBODGE
- TERTIO DROIT PEUPLE CAMBODGIEN REGLER LUI MEME SES PROPRES AFFAIRES SANS INTERENCE ETRANGERE SUIVANT DECLARATION 23 MARS 1970 SAMPAN NORODOM SIHANOUK CHEF ETAT ET PRESIDENT FUKA STOP

SITUATION LUTTE PEUPLE CAMBODGIEN EST TRES FAVORABLE STOP MOMENT ACTUEL EST TRES PROCE POUR TOUTES FORCES ESPRIS PAIX JUSTICE LIBERTÉ SOIENT MOBILISEES POUR AVEC PEUPLE CAMBODGIEN PORTER COUP DECISIF CONTRE AGRESSION US AU CAMBODGE ET RAMEUR PAIX JUSTE ET DURABLE AU CAMBODGE STOP SALUTATIONS CHALEUREUX CORDALES ET MILITANTES STOP THOUNG PRASITH "

Paris, le 1^{er} août 1973



MEETING DE SOUTIEN A STRASBOURG

La mission du FUNC à Strasbourg a organisé avec succès un meeting de soutien à la lutte de libération nationale du peuple cambodgien, en pleine période de vacances du mois d'août. De nombreux amis du peuple cambodgien se sont pressés dans une salle du Cercle Bernanos, devenue trop petite pour les contenir. De nombreux pays du monde étaient représentés, symbole du soutien actif de tous les peuples épris de paix et de justice. Des applaudissements ndurris ont salué les déclarations fermement anti-impérialistes des camarades du FUNC. Le meeting s'est déroulé dans une profonde unité et solidarité autour de la lutte du peuple cambodgien. De nombreuses questions aux camarades cambodgiens ont permis de préciser la situation actuelle des zones libérées tant sur le plan militaire que politique et économique. Un représentant de l'Humanité Rouge a prononcé une brève intervention de soutien au peuple cambodgien combattant.

Correspondant H. R.

COMMANDEZ

" CAMBODGE 73 "

brochure éditée par le C.I.L.A.

(17, rue du Sentier - Paris 2^e)

PRIX : 1 F

RACISTES ASSASSINS !

Dans une crise de démence, un malade mental, trépané il y a quelques années, poignarde un tram-marseillais et blesse plusieurs passagers. S'il avait été français, on aurait eu quelques lignes dans les journaux en rubrique « faits divers ». Seulement voilà, il est algérien et aussitôt la pègre raciste et fasciste entonne une campagne hystérique d'appels à la haine raciale, aux « ratonnades », au meurtre. Rien de nouveau dans le ton, c'était déjà celui qu'employait Hitler il y a plus de trente ans. Voici quelques uns des échantillons des appels racistes. Il faut les citer car à eux seuls ils sont une démonstration de ce qu'est le racisme sous sa forme la plus ignoble.

Et d'abord : « Le Méridional » à qui s'applique aujourd'hui la parole célèbre de P. Vaillant-Couturier : « Presse qui ment, presse qui tue ».

« Nous en avons assez... Assez des voleurs algériens, assez des casseurs algériens, assez des trublions algériens, assez des syphilitiques algériens, assez des violeurs algériens, assez des proxénètes algériens, assez des fous algériens, assez des tueurs algériens.



« Nous en avons assez de cette immigration sauvage qui amène dans notre pays toute une racaille venue d'outre-Méditerranée et se mêlant aux honnêtes et braves travailleurs venus pour gagner leur vie et celle de leur famille. Parce que l'indépendance ne leur a apporté que la misère contrairement à ce qu'on leur avait laissé espérer.

« Ne comprendra-t-on que trop tard, en haut lieu, que tout cela risque de finir très mal ? »

On peut lire également : « Laissera-t-on longtemps les criminels gauchistes entretenir la haine du Blanc parmi les immigrés arabes... »

« Ce que chacun souhaite, c'est que soit enfin surveillée et limitée effectivement et sévèrement l'immigration et que ne puisse plus se constituer dans une ville ou une région donnée, une dangereuse minorité raciale contrôlée et exploitée par tous ceux qui ont un intérêt politique (intérieur ou extérieur) à la transformer en une masse de manœuvre facile à enflammer. »

Encore une fois : Assez, assez, assez ! »

Et pour tout boucler, ce torchon raciste déclare : « Pour tout le monde, qu'il s'agisse des ouvriers du port, des collègues de la victime, des policiers, des fonctionnaires, des commerçants que nous avons rencontrés, l'assassinat de M. Emile Gerlache ne peut être excusé : Salah Bougrine a agi en pleine connaissance de cause. »

Et voici ce qu'écrit « L'Aurore » du 28 août 1973 : « Ouvriers Nord-africains, ouvriers français, on les voit, aux manifestations, défiler derrière les mêmes banderoles. Les premiers n'en reste pas moins, dans leur comportement, des étrangers beaucoup plus étrangers que les Espagnols par exemple, ou les Grecs. Pourquoi le nier ? Un certain fanatisme religieux les habite... Un certain fanatisme renforcé, depuis Evian, par le sentiment de pouvoir parler en vainqueurs. »

Citons maintenant les fascistes du « Front National » : « Les mêmes qui s'apitoient sur le sort malheureux des Indiens d'Amérique du Nord ou d'Amazonie admettent facilement notre colonisation progressive par des bandes bigarrées et le fait que nos villes deviennent insensiblement des coupe-gorges. » Derrière le paravent d'un prétendu « Comité de Défense des Marseillais » ils parlent d'« une faune hétéroclite d'immigrés nord-africains qui constituent dans notre pays, et particulièrement dans notre ville, une menace sans cesse croissante pour la sécurité physique et morale de la population. »

Citons encore les C.D.R. des Bouches-du-Rhône :

« Le C.D.R. régional Provence-Côte-d'Azur, a réclamé depuis plusieurs années (voir ses articles dans « le Méridional ») qu'une politique sélective de l'immigration soit établie et que ne rentrent en France, que des travailleurs qui observeront la plus grande neutralité politique et répondront aux besoins de notre économie ; comme il a toujours réclaté l'expulsion sans délai de tout étranger pris dans une manifestation antinationale ou partisane, et qui ne viennent en France que pour bénéficier des avantages sociaux accordés par notre législation — aux frais des contribuables français — en matière d'Allocations familiales, de logement, de chômage, de Sécurité sociale et de secours ! »

Et ils ont le cynisme d'ajouter et de demander : « L'application sans faiblesse de la loi anti-raciste à tout étranger insultant à tout moment les Français et la France, « mère nourricière » de tout un peuple outre-Méditerranée. »

Quant à l'U.J.P. des Bouches-du-Rhône elle déclare et demande : « L'élimination de la pègre nord-africaine et anti-française. »



Et il faudrait ajouter à tout ceci les propos racistes des « Centristes » des Bouches-du-Rhône, de Comiti, député U.D.R., et de son adjoint.

Les racistes ne se contentent pas d'appeler à la haine raciale, au meurtre, ils assassinent aussi.

A Marseille et dans la région, plusieurs travailleurs algériens ont été



Marche silencieuse aux obsèques de Ladj Lounef, tué par les racistes à Marseille.

abattus par des commandos circulant à bord de voitures. Au Perreux, un travailleur algérien a été assassiné. Les racistes sont des meurtriers.

A La Ciotat, à la suite d'agressions et de tentatives d'assassinats opérés par des commandos fascistes ayant ouvert le feu sur des bidonvilles, les travailleurs algériens ont riposté en se mettant en grève.

Une campagne organisée...

Le déchaînement raciste à Marseille s'inscrit dans une campagne organisée. Rappelons le meeting raciste du 21 juin à Paris, protégé par la police. Les faits confirment qu'il était juste et nécessaire de s'y opposer. Les « ratonnades » suivies de tortures à Grasse, opérées par les garde-mobiles. Les agressions qui ont suivi le 21 juin. L'assassinat à Ivry d'un travailleur portugais. Les déclarations racistes de la Municipalité de Toulon. Les agressions et le lynchage de travailleurs immigrés à Ollioules. La « chasse à l'immigré » effectuée dans les rues de Toulouse par des parachutistes. La liste est longue.

... de haut

Le Gouvernement cherche à se disculper, Gorse « s'émeut » du racisme, Pompidou lui-même déclare : « ... Il ne faut pas mettre le doigt dans l'engrenage du racisme. » Mais quelles sanctions ont été prises contre les racistes ? Il existe pourtant une loi « antiraciste » qui prévoit des poursuites contre les incitations à la haine raciale.

Qui a autorisé et protégé le meeting raciste d'« Ordre nouveau » le 21 juin ? Qui contrôle « Ordre nouveau » ? De qui dépendent les garde-mobiles qui ont torturé à Grasse ?

Quelles sanctions ont été prises contre les assassins d'émigrés, contre le flic-assassin de Mohammed Diab ?

La campagne raciste est le complément logique de la circulaire Fontanet-Marcellin. Toutes deux visent à semer la terreur parmi les travailleurs immigrés, à les faire taire.

Le Gouvernement utilise maintenant la campagne raciste pour tenter de faire passer en « douceur » sa circulaire scélérate. A l'heure présente de nombreux travailleurs immigrés sont expulsés, d'autres en sont menacés.

La circulaire Fontanet et la campagne raciste sont les deux volets d'une même politique. L'un complète l'autre. Au nom de « la lutte contre le racisme », le Gouvernement essaie maintenant de « justifier » sa circulaire en déclarant qu'il faut contrôler les immigrés pour éviter le racisme. Comme si c'étaient les travailleurs immigrés qui sont responsables du racisme.

Les motifs

Il y a bien des raisons à cette campagne raciste.

Elle cherche à semer la terreur parmi nos frères immigrés ; qu'ils n'osent plus parler, qu'ils n'osent plus sortir, qu'ils n'osent plus combattre l'exploitation : voilà ce qu'elle cherche. Il est tout de même à remarquer que cette campagne vient juste après la grande lutte des travailleurs immigrés contre la circulaire Fontanet.

A l'heure où la colère grandit parmi les travailleurs français, elle cherche à la détourner, à la dévoyer. La réaction cherche des « boucs-émissaires ». C'est là une vieille méthode.

Elle cherche à diviser la classe ouvrière, à opposer Français et Immigrés. Rien ne lui fait plus peur que l'unité de la classe ouvrière. « Diviser pour régner » cette vieille devise est toujours vraie. Le fait que le racisme se développe alors que se déroulent des luttes dangereuses pour le Pouvoir, que s'annoncent d'importants affrontements de classes, n'est pas dû au hasard.

Le racisme, c'est une arme de la réaction contre les travailleurs immigrés, mais aussi contre les travailleurs français, contre la classe ouvrière toute entière. Le racisme, c'est l'arme d'un pouvoir qui a peur, qui est prêt à tout pour que l'exploitation des travailleurs se poursuive. Chaque insulte faite à un travailleur immigré, chaque agression, chaque assassinat, sont des coups portés à tous les travailleurs.

Français, immigrés : une seule classe ouvrière !

Il faut mettre en échec le racisme. Il faut avant tout que travailleurs français et immigrés s'unissent dans les entreprises. Tout ce qui fait avancer cette unité est juste, tout ce qui lui nuit, sous quelque visage que cela se présente, est dangereux et doit être combattu.

A chaque agression raciste contre un travailleur immigré, il doit y avoir riposte unie. Quand un ouvrier d'une entreprise est agressé, il faut que la riposte de tous les travailleurs de l'entreprise soit organisée.

Il faut s'opposer à toute tentative de propagande raciste. Comme cela s'est fait le 21 juin.

Il faut quotidiennement combattre l'idéologie raciste, pied à pied.

Combattre le racisme, c'est combattre la fascisation du Pouvoir. Ce combat doit se mener dans la plus large unité ; rassembler tous les antiracistes, tous les antifascistes. Il faut combattre pour l'égalité des droits des travailleurs français et immigrés.

Dans cette lutte, l'avenir se joue.